

**a**

**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration – Quatre-vingt-septième session**  
Rome, 19-20 avril 2006

**RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH**

**EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS**



**TABLE DES MATIÈRES**

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>CARTE DU PAYS: LOCALISATION DES INTERVENTIONS FINANÇÉES PAR LE FIDA</b>	<b>iv</b>
<b>RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA</b>	<b>v</b>
<b>RÉSUMÉ</b>	<b>vi</b>
<b>I. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET LA SITUATION DE LA PAUVRETÉ RURALE</b>	<b>1</b>
A. Le contexte économique du pays	1
B. Le secteur agricole	1
C. La pauvreté rurale	2
D. Contraintes et possibilités pour la réduction de la pauvreté rurale	5
E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale	7
<b>II. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA AU BANGLADESH</b>	<b>8</b>
<b>III. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA</b>	<b>10</b>
A. Rôle et créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés	10
B. Principales possibilités d'innovations et d'interventions dans le cadre des projets	12
C. Possibilités de mobilisation et de partenariat avec les ONG et le secteur privé	14
D. Liens stratégiques possibles avec d'autres donateurs et institutions	14
E. Domaines de concertation	15
F. Mesures à prendre pour améliorer la gestion du portefeuille	16
G. Cadre indicatif de financement et programme de travail à horizon mobile	16
 <b>ANNEXE</b>	
<b>AGREEMENT AT COMPLETION POINT (ACCORD CONCLUSIF)</b>	<b>19</b>

**APPENDICES**

<b>I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)</b>	<b>2</b>
<b>III. COSOP TARGET GROUP (GROUPE CIBLE DU COSOP)</b>	<b>3</b>
<b>IV. RURAL PAUVRETÉ AND SECTOR ISSUES (QUESTIONS RELATIVES À LA PAUVRETÉ RURALE ET AU SECTEUR AGRICOLE)</b>	<b>4</b>
<b>V. ACTIVITIES OF OTHER PARTENAIRES IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED (ACTIVITÉS DES AUTRES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT – EN COURS D'EXÉCUTION ET PRÉVUES)</b>	<b>6</b>
<b>VI. STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS (ANALYSE DES FORCES, FAIBLESSES, POSSIBILITÉS ET MENACES)</b>	<b>8</b>
<b>VII. IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME (CORRÉLATION ENTRE LES AXES INSTITUTIONNELS ET LE PROGRAMME PROPOSÉ POUR LE PAYS)</b>	<b>10</b>

### TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Taka (BDT)
1,00 USD	=	63,0 BDT
100 BDT	=	1,59 USD

### POIDS ET MESURES

Système métrique

### SIGLES ET ACRONYMES

COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention par pays
DFID	Département du développement international (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
PKSF	Fondation Palli Karma-Sahayak
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté

**GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH**  
**Année budgétaire**

1<sup>er</sup> juillet – 30 juin

CARTE DU PAYS: LOCALISATION DES INTERVENTIONS FINANÇÉES PAR LE FIDA



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA

Nom du programme/projet	Institution initiatrice	Institution coopérante	Conditions du prêt	Approbation par le Conseil d'administration	Entrée en vigueur du prêt	Date de clôture	Code du prêt	Monnaie	Montant du prêt approuvé	Décaissement (en % du montant approuvé)
Projet d'irrigation et de développement rural du Pabna	BAsD	BAsD	PF	11 déc. 78	28 mai 79	31 déc. 92	L - 1 - 9 - BAN	USD	30 000 000	100%
Programme du secteur des engrais	FIDA	Banque mondiale: IDA	PF	19 déc. 79	12 fév. 80	30 juin 85	L - 1 - 31 - BA	DTS	19 450 000	92%
Projet de crédit agricole aux petits exploitants	FIDA	BAsD	PF	16 sept. 80	13 janv. 81	31 déc. 85	L - 1 - 41 - BA	DTS	17 200 000	100%
Projet de développement rural du Sud-Ouest	FIDA	Banque mondiale: IDA	PF	8 sept. 81	18 mai 82	31 déc. 90	L - 1 - 73 - BA	DTS	20 450 000	62%
Projet de développement rural dans le Nord-Ouest	BAsD	BAsD	PF	9 déc. 82	12 oct. 83	31 déc. 91	L - 1 - 110 - BA	DTS	13 700 000	22%
Projet à petite échelle de lutte contre les inondations, de drainage et d'irrigation	FIDA	Banque mondiale: IDA	PF	13 déc. 83	27 juin 84	30 juin 93	L - 1 - 137 - BA	DTS	10 400 000	61%
Projet relatif à la Grameen Bank	FIDA	UNOPS	PF	12 déc. 84	24 sept. 85	31 déc. 90	L - 1 - 161 - BA	DTS	23 600 000	100%
Projet d'intensification des cultures au niveau de l'exploitation marginale et de la petite exploitation	FIDA	UNOPS	PF	2 déc. 86	28 août 87	30 juin 96	L - 1 - 194 - BA	DTS	8 950 000	53%
Projet en faveur des petits pêcheurs des bras morts	FIDA	UNOPS	PF	1 <sup>er</sup> déc. 88	20 oct. 89	31 déc. 97	L - 1 - 237 - BA	DTS	5 600 000	60%
Projet relatif à la Banque Grameen - Phase III	FIDA	UNOPS	PF	25 avril 89	8 mars 90	30 juin 95	L - 1 - 239 - BA	DTS	6 200 000	100%
Projet de développement de l'élevage au niveau de la petite exploitation	FIDA	UNOPS	PF	4 avril 91	14 déc. 91	31 déc. 99	L - 1 - 280 - BA	DTS	7 650 000	79%
Projet d'assistance spéciale aux ménages ruraux touchés par le cyclone	FIDA	UNOPS	PF	4 sept. 91	24 janv. 92	31 déc. 99	L - 1 - 287 - BA	DTS	11 550 000	99%
Projet intégré de production agricole et de gestion de l'eau de Netrakona	FIDA	UNOPS	PF	2 déc. 93	08 juil. 94	30 juin 01	L - 1 - 343 - BD	DTS	6 400 000	98%
Projet de création d'emplois en milieu rural pauvre	FIDA	UNOPS	PF	12 avril 95	24 oct. 95	30 juin 02	L - 1 - 378 - BD	DTS	9 950 000	99%
Projet sectoriel d'aménagement hydraulique à petite échelle	BAsD	BAsD	PF	6 déc. 95	10 juin 96	31 déc. 02	L - 1 - 391 - BD	DTS	7 000 000	95%
Projet de diversification et d'intensification de l'agriculture	FIDA	FIDA	PF	29 avril 97	4 déc. 97	31 déc. 04	L - 1 - 443 - BD	DTS	13 650 000	90%
Troisième projet de développement de l'infrastructure rurale	BAsD	BAsD	PF	4 déc. 97	1 <sup>er</sup> juil. 98	30 juin 05	L - 1 - 457 - BD	DTS	8 500 000	96%
Projet de développement de l'aquaculture	FIDA	UNOPS	PF	23 avril 98	8 déc. 98	31 déc. 06	L - 1 - 472 - BD	DTS	15 000 000	77%
Projet d'amélioration de l'agriculture paysanne	FIDA	UNOPS	PF	29 avril 99	17 mars 00	31 déc. 07	L - 1 - 505 - BD	DTS	13 650 000	86%
Projet de gestion communautaire des ressources dans le Sunamganj	FIDA	UNOPS	PF	12 sept. 01	14 janv. 03	30 sept. 14	L - 1 - 567 - BD	DTS	17 550 000	10%
Projet d'appui à la microfinance et de soutien technique	FIDA	UNOPS	PF	10 avril 03	20 oct. 03	30 juin 11	L - 1 - 609 - BD	DTS	11 900 000	34%
Projet de microfinance pour les agriculteurs marginaux et les petits exploitants	FIDA	UNOPS	PF	2 déc. 04	29 juin 05	31 déc. 11	L - 1 - 644 - BD	DTS	13 400 000	10%
Projet de développement de l'infrastructure commerciale dans les Charlands	FIDA	UNOPS	PF	13 déc. 05			L - 1 - 681 - BD	DTS	17 550 000	

BAsD: Banque asiatique de développement  
IDA: Association internationale de développement

UNOPS: Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets  
PF: particulièrement favorables

## RÉSUMÉ

### A. Généralités sur la pauvreté rurale

1. **Réalisations.** Le Bangladesh a connu au cours des dix dernières années une croissance économique modérée qui, jointe au ralentissement de la croissance démographique, a eu pour effet de réduire le taux de pauvreté d'environ 1% par an. Cette croissance économique a eu trois moteurs principaux: l'expansion rapide du secteur des vêtements de confection (qui constituent aujourd'hui le principal produit d'exportation), les envois de fonds des travailleurs émigrés, et l'agriculture. Bien que le taux de croissance du secteur de l'agriculture soit demeuré inférieur à celui de la croissance économique globale, le pays est à peu près parvenu à l'autosuffisance en matière de riz, avec pour résultat une chute des prix réels, dont ont profité les pauvres sans terre. Grâce à la hausse des dépenses publiques de sécurité sociale et une intense activité de la part du secteur des organisations non gouvernementales (ONG), le Bangladesh a également enregistré des progrès satisfaisants sur le plan du développement humain, avec une amélioration des indicateurs relatifs à la santé, à l'hygiène et à l'éducation. Le Bangladesh demeure néanmoins un pays pauvre, la moitié environ de la population rurale vivant en dessous de la "ligne de pauvreté", et 20% en situation de pauvreté extrême.

2. **Problèmes et contraintes.** La croissance économique est menacée par la hausse de l'inflation et les déséquilibres budgétaires. Par ailleurs, l'augmentation des inégalités à l'intérieur du pays affaiblit le lien entre croissance économique et réduction de la pauvreté. Le fossé est croissant entre les zones urbaines et les zones rurales (85% des pauvres vivent dans ces dernières), et une pauvreté chronique persiste dans plusieurs régions. La croissance économique et la réduction de la pauvreté ont aussi été freinées par la faiblesse de la gouvernance, caractérisée par le manque d'efficacité de l'administration publique, la corruption généralisée, l'insuffisance des mesures prises pour assurer le respect de la réglementation, et la faible participation des pauvres au niveau local. La croissance agricole est freinée par la perte de terres au profit du développement urbain, le morcellement des exploitations agricoles, les inondations, l'invasion d'eau salée et les limites à la disponibilité d'eau d'irrigation. La conjonction d'une pression de pêche excessive et de systèmes de gestion inadéquats a eu pour effet de réduire la production de la pêche en eaux libres. Les services d'appui technique laissent à désirer, en termes de contact avec les paysans comme de fourniture d'informations utiles. La croissance du secteur rural non agricole a été gênée par l'insuffisance de l'infrastructure, et par le manque d'accès aux services financiers et aux marchés. Les petits entrepreneurs et les petits paysans constituent, du point de vue de la mobilisation des services financiers, un "milieu manquant". Le secteur de la microfinance doit élargir ses services, à la fois vers le haut, pour atteindre ces clients presque pauvres, et vers le bas pour toucher les très pauvres. Malgré les progrès marquants réalisés par le Bangladesh dans le renforcement de l'infrastructure rurale, il reste encore beaucoup à faire, étant donné que de nombreuses routes villageoises ne sont pas encore praticables pour les véhicules de transport motorisés.

3. **Possibilités.** À mesure que l'économie se développe, de nouvelles possibilités commencent à s'offrir aux ruraux pauvres. L'expansion des zones urbaines crée des marchés croissants pour les produits et les services, et la mondialisation a ouvert des marchés dans d'autres pays. Ces possibilités existent tant dans le secteur de l'agriculture (spécialement pour les denrées alimentaires périssables de grande valeur) que dans le secteur rural non agricole, dont la croissance a été plus rapide que celle de l'agriculture. Les communautés de pêcheurs font partie, dans ce secteur, des groupes les plus pauvres et les plus défavorisés. Il est maintenant possible de promouvoir la gestion communautaire des pêches en mettant à profit des réformes proposées dans le projet de politique nationale des pêches. Avec une gestion appropriée et une bonne définition des droits des utilisateurs, la productivité de ces étendues d'eau pourrait augmenter et les pêcheurs pourraient prétendre à une part accrue de la valeur totale des prises. Le rôle économique des femmes augmente grâce au développement de la microfinance, aux emplois qu'elles trouvent dans le secteur de la confection et à leur rôle croissant dans le secteur de l'agriculture. Dans les relations hommes-femmes, les normes commencent à changer, et les femmes



expriment de plus grandes aspirations. Par le passé, l'autonomisation des femmes a souvent été une conséquence non intentionnelle de l'accès au microfinancement et des possibilités d'emploi. Il est désormais possible d'évoluer vers des programmes plus complets et équilibrés abordant des questions comme celles des droits juridiques ou de la violence vis-à-vis des femmes.

## B. Cadre stratégique du FIDA

4. **But et objectifs.** Le Bangladesh se place au troisième rang mondial en ce qui concerne le nombre de pauvres. Compte tenu de l'ampleur de la pauvreté dans le pays, le **but** à poursuivre, dans l'utilisation des ressources limitées du FIDA, sera d'appuyer la transposition à plus grande échelle des approches novatrices réussies de la réduction de la pauvreté. L'objectif clé de la stratégie du FIDA sera de réduire la pauvreté grâce aux innovations réussies. Au niveau des produits, le programme de pays du FIDA au Bangladesh comporte cinq sous-programmes distincts, chacun assorti d'un énoncé de produit spécifique.

- **Sous-programme 1 – Plus grande disponibilité des techniques agricoles pour les petits paysans.** Le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) désigne l'agriculture comme le secteur prioritaire – qui doit à la fois assurer à une population qui continue à croître mais plus lentement des disponibilités alimentaires suffisantes et sûres, et constituer le moteur clé d'une croissance favorable aux pauvres. Ce sous-programme augmentera la disponibilité des techniques agricoles pour les petits paysans, et donnera par la même occasion une impulsion à la productivité agricole, aux revenus et à l'emploi.
- **Sous-programme 2 – Accès accru, pour les petits entrepreneurs ruraux, aux marchés et aux services financiers.** Le FIDA aidera les petits entrepreneurs à obtenir un accès aux marchés et aux services financiers, ce qui favorisera la croissance dans le secteur de l'agriculture comme dans celui de l'économie rurale non agricole (également un secteur essentiel pour le DSRP). Le soutien du FIDA aux innovations dans le domaine de la microfinance et d'autres formes d'investissements contribuera à l'apport de capital à ces secteurs. Le FIDA aidera également à promouvoir un cadre réglementaire permettant la croissance de ces secteurs.
- **Sous-programme 3 – Innovations dans l'infrastructure favorable aux pauvres, au bénéfice des personnes extrêmement pauvres.** Ce sous-programme apportera un appui à l'infrastructure dans les secteurs des transports, des marchés et de la gestion de l'eau, et ciblera les régions de forte incidence de la pauvreté. La construction de l'infrastructure fera appel à des techniques à forte intensité de main-d'œuvre, afin de garantir que les fonds du projet parviennent directement aux ménages très pauvres.
- **Sous-programme 4 – Accès accru des ruraux pauvres aux ressources de propriété commune.** Le FIDA cherchera à donner aux ménages très pauvres une possibilité d'accès aux zones de pêche continentale et aux terres domaniales. Il a été démontré que l'accès aux ressources productives avait un impact majeur sur la pauvreté.
- **Sous-programme 5 – Accès accru des femmes aux opportunités économiques.** Le FIDA aidera les femmes à avoir davantage accès aux opportunités économiques. L'aide apportée aux femmes sera certes un élément transversal, présent dans tous les programmes, mais la création d'un sous-programme spécifique à l'intention des femmes permettra au FIDA de soutenir les initiatives spéciales proposées dans le DSRP sur l'entrepreneuriat, l'emploi et les droits des femmes.

5. **Partenariats et politiques.** L'exécution de ces sous-programmes bénéficiera des possibilités de partenariat avec les donateurs, avec le dynamique secteur des ONG et avec le secteur, en expansion, des entreprises privées. Les possibilités de partenariats se multiplient à mesure que les donateurs mettent leurs programmes en harmonie avec le DSRP du gouvernement. Dans le cadre de l'exécution des sous-programmes, le FIDA aura des discussions sur les orientations de l'action publique avec le

gouvernement et avec d'autres donateurs. Le processus du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) a permis de recenser un certain nombre de questions clés, et d'autres problèmes apparaîtront au cours de l'exécution des programmes. On peut citer, parmi les questions essentielles recensées à ce jour, les réformes nécessaires pour améliorer la performance de la recherche et de la vulgarisation agricoles; la réglementation à adopter pour améliorer l'accès aux zones de pêche continentale; les réformes à apporter à la réglementation concernant la commercialisation des produits ruraux; et les réformes du cadre réglementaire concernant la finance rurale.

6. **Gestion du portefeuille et cadre des prêts.** L'exposé des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) met en évidence les points sur lesquels la gestion du portefeuille pourrait être améliorée; il s'agirait, par exemple, i) de mieux concevoir les projets afin de limiter les risques de gaspillage des fonds affectés aux projets; ii) d'appuyer davantage l'exécution pour mieux cibler la pauvreté et la problématique hommes-femmes; et iii) d'obtenir des données plus utiles de suivi et d'évaluation. À l'origine, l'allocation prévue pour le Bangladesh par le SAFP était de 16,5 millions de USD par an. Cette allocation annuelle varie d'une année à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs en rapport direct avec le SAFP (comme le nombre de pays inclus dans un cycle SAFP) et d'autres facteurs comme le volume global du programme annuel de prêts du FIDA. Tout en reconnaissant que les chiffres sont de caractère très indicatif, on peut démontrer, en utilisant des scénarios fondés sur la formule du SAFP avec des changements dans la performance du projet et dans la performance du secteur rural, que les allocations connaissent des augmentations/diminutions significatives.

## RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH

### EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

#### I. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET LA SITUATION DE LA PAUVRETÉ RURALE

##### A. Le contexte économique du pays

1. Les réformes économiques du début des années 90 ont porté leurs fruits au Bangladesh. Le taux annuel de croissance du PIB est demeuré stable à environ 5% depuis le milieu des années 90, soit 3% de plus que le taux de croissance démographique. Cette croissance économique peut être considérée comme relativement satisfaisante, en particulier si l'on tient compte des chocs naturels et économiques qu'ont subis de nombreux pays de la région au cours de la décennie écoulée. Néanmoins, le revenu national brut par habitant, encore proche de 400 USD, reste dans la partie inférieure de l'échelle mondiale des revenus. La solide croissance du PIB, associée à un meilleur accès à l'éducation et aux soins de santé, a permis au Bangladesh de progresser de façon satisfaisante vers la réalisation de certains des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). D'importants défis restent toutefois à relever, entre autres la nécessité de réformer le système de l'administration fiscale, le système bancaire et les entreprises nationalisées; la nécessité d'éliminer les goulets d'étranglement sur le plan des infrastructures matérielles; et la nécessité de réduire la corruption. En retenant l'hypothèse d'une poursuite de réformes énergiques, on pourrait tabler sur une perspective favorable à moyen terme, avec une croissance réelle du PIB de 6,5%.

##### B. Le secteur agricole

2. Bien que le secteur agricole perde de son importance dans l'ensemble de l'économie, sa part dans le PIB était encore de 23% en 2002/2003. Le secteur rural non agricole représente désormais 33% du PIB, mais l'agriculture demeure son moteur principal par le biais des liaisons en amont et en aval. Une part importante de la contribution de l'industrie au PIB est également en rapport avec l'agriculture (principalement les produits alimentaires surgelés, les industries du jute et du cuir). L'agriculture représente environ 60% de l'emploi rural, et pour les 50% des ménages ruraux les plus pauvres, plus de la moitié du revenu provient des activités agricoles ou d'un emploi salarié dans des exploitations agricoles (Banque mondiale, 2002). Le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) reconnaît que l'agriculture joue un rôle moteur important dans l'ensemble de l'économie rurale et qu'il est essentiel pour une croissance favorable aux pauvres. Le secteur de l'agriculture doit atteindre un taux de croissance de 4 à 5% par an pour permettre à l'économie de croître au taux annuel de 7% - valeur cible mentionnée dans le DSRP comme nécessaire pour réduire la pauvreté liée à la faiblesse des revenus.

3. Dans l'agriculture, le riz demeure la culture dominante. L'expansion des cultures hivernales de riz sur des terres irriguées et l'utilisation de variétés à haut rendement pour la culture de mousson ont permis au Bangladesh de parvenir à l'autosuffisance en céréales vivrières. Bien que l'amélioration de la productivité se soit traduite par une augmentation des revenus agricoles, le prix réel du riz a chuté d'un tiers entre 1980/1981 et 2001/2002, tandis que le salaire réel de la main-d'œuvre agricole augmentait de 92%. Depuis, toutefois, le prix du riz a augmenté et pourrait conduire à une baisse des salaires réels dans l'agriculture. La topographie du pays constitue un obstacle à de nouvelles augmentations de la production agricole; au Bangladesh, en effet, de vastes superficies sont soumises à des inondations périodiques, et les zones côtières sont sujettes aux invasions d'eau salée. Par conséquent, le potentiel d'expansion des superficies consacrées à d'autres cultures que le riz est limité,

et il existe des zones où les variétés de riz à haut rendement ne peuvent pas être cultivées. Du fait de l'urbanisation, la superficie disponible pour les cultures se réduit. À l'évidence, la conjonction de ces facteurs fait qu'il est essentiel d'accroître la productivité des cultures afin d'utiliser de manière optimale les ressources en terre limitées.

4. La pêche est un élément important dans l'économie du Bangladesh et constitue, pour la population, la première source de protéines. Cependant, la définition et l'application insuffisantes des droits de propriété concernant la pêche en eaux libres et la pêche fluviale ont eu pour conséquence une surpêche concurrentielle et préjudiciable. Le déficit a été comblé par l'essor de l'aquaculture en étang. Les crevettes pêchées dans les étangs d'eau saumâtre constituent désormais une source importante de recettes en devises, bien que les exportations de crevettes aient connu récemment un recul, dû à l'incapacité de répondre aux normes sanitaires et phytosanitaires des pays développés.

5. L'important changement institutionnel que constitue la multiplication des ONG a contribué aussi bien à la croissance économique qu'à la réduction de la pauvreté. Elles ont, dans un premier temps, et plus par défaut qu'à dessein, comblé le vide de gouvernance résultant de la corruption et de l'inefficacité des pouvoirs publics. Les ONG ont aussi créé de nouveaux espaces sociaux pour les organisations de la société civile dans le domaine du développement comme dans celui du plaidoyer. Les ONG du Bangladesh, à commencer par la Grameen Bank, ont été à l'avant-garde du mouvement du microfinancement, qui touche aujourd'hui environ 50% de l'ensemble des ménages ruraux – et presque toujours par l'intermédiaire des femmes. Cette démarche a permis de compenser dans une certaine mesure la faiblesse du secteur bancaire commercial (dominé par des banques d'État accablées de prêts peu rentables créés de façon délibérée). Par ailleurs, ce développement de la microfinance a permis à une culture du remboursement des prêts de s'étendre, au moins partiellement, dans de grandes parties du pays, et l'épargne des ménages a augmenté. Cette épargne, qui représente environ 17% du produit national brut, est toutefois encore largement inférieure à celle enregistrée dans les économies hautement performantes d'Asie, où le chiffre est supérieur à 30%. Au lieu des relations patron-client qui caractérisaient les formes antérieures de solidarité, les institutions de microfinancement ont mis en place des relations inspirées par le marché et développé une certaine solidarité horizontale entre les faibles et les pauvres. Les groupes de microfinancement ont aussi contribué à modifier les relations entre les sexes, en encourageant les femmes à entreprendre des activités rémunératrices, à participer davantage aux affaires du ménage, à devenir plus mobiles et à acquérir une plus grande visibilité sociale.

### C. La pauvreté rurale

6. **Progrès en matière de réduction de la pauvreté.** Au cours des années 90, le Bangladesh est parvenu à réduire d'environ 1% la proportion de personnes vivant en dessous de la ligne de pauvreté. Les progrès réalisés dans les zones urbaines et rurales en matière de réduction de l'incidence de la pauvreté sont de même niveau, même si les dépenses moyennes par habitant ont augmenté beaucoup plus rapidement dans les zones urbaines. Malgré cette réduction de 1%, le pays n'est pas totalement sur la bonne voie pour atteindre l'objectif fixé dans les OMD, qui est de ramener de 58,88% en 1991-1992 à 29,4% en 2015 le pourcentage de la population vivant avec moins de 1 USD par jour. L'estimation actuelle de la pauvreté rurale se situe entre 53% (chiffre pour l'an 2000 cité dans le Rapport de situation du Bangladesh sur les OMD, 2005) et 43,6% (Commission du Plan, 2004). Les deux sources concordent toutefois sur la réduction de 1% de la pauvreté au cours des années 90. L'inégalité rurale, mesurée par le coefficient de Gini, est passée de 0,243 en 1991-1992 à 0,271 en 2000. Les tendances relatives à la distance moyenne par rapport à la ligne de pauvreté (autre indicateur OMD observé au Bangladesh) montrent une chute de 18,1 en 1991-1992 à 13,8 en 2000. En moyenne, les zones rurales parviennent à de meilleurs résultats que les zones urbaines dans la réduction de la sévérité et de l'étendue de la pauvreté, ce qui donne à penser que la croissance enregistrée dans les zones rurales est plus favorable aux pauvres que celle des zones urbaines. Malgré son statut de pays moins avancé connaissant des niveaux de pauvreté élevés, le Bangladesh est parvenu à se classer, en 2003, dans la catégorie des pays à "développement humain moyen". Les

zones rurales du pays sont, néanmoins, encore en retard. En 2001, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, indicateur des soins de santé et du progrès social, culturel et économique, était de 52 pour 1 000 dans les zones urbaines et de 89 par 1 000 dans les zones rurales.

### **Catégories de pauvres ruraux au Bangladesh**

7. **Ménages extrêmement pauvres.** Le groupe le plus pauvre, au Bangladesh, est celui des ménages extrêmement pauvres (on parle aussi, à leur propos, de noyau d'extrême pauvreté, d'ultrapauvreté ou de pauvreté chronique). Il s'agit de personnes dont la consommation est inférieure à 1 800 calories par jour, alors que la consommation correspondant à la ligne de pauvreté est de 2 100 calories. Environ 20% des ménages ruraux sont extrêmement pauvres, et 4% d'entre eux sont classés comme indigents. Ces ménages présentent les caractéristiques principales suivantes, définies par le DSRP: i) ils ne sont pas raccordés au réseau électrique (l'électricité étant considérée comme représentative de l'ensemble de l'infrastructure); ii) le chef du ménage est analphabète; iii) ils ne possèdent pas de terres cultivables; et iv) ils ne possèdent aucun bien ou n'ont pas de revenus. La catégorie des ménages extrêmement pauvres comprend aussi des personnes souffrant de handicaps ou d'infirmités graves, et peu mobiles. Bien que les membres de ce groupe soient incapables de participer à divers programmes générateurs de revenus et d'emplois, certains d'entre eux peuvent encore avoir un potentiel productif. Par le biais des sous-programmes du COSOP, le FIDA cherchera à cibler ceux de ces membres ayant ce potentiel.

8. **Ménages modérément pauvres.** Les ménages modérément pauvres sont ceux dont la consommation se situe entre 1 800 et 2 100 calories par jour; ils constituent environ 28% des ménages ruraux. Bien que leur consommation calorique semble adéquate, leur régime alimentaire manque de protéines et d'autres aliments de grande valeur. Les ménages modérément pauvres possèdent quelques biens, comme une petite parcelle de terre et du bétail, mais ils sont vulnérables et peuvent s'enfoncer dans la pauvreté par suite de problèmes de santé ou de catastrophes naturelles. Cette catégorie constitue le groupe cible principal des programmes de microfinancement et des programmes connexes des ONG, et de nombreux ménages modérément pauvres mènent, à partir de leur ferme, des activités génératrices de revenus dans les secteurs agricole et non agricole.

### **Catégories transversales parmi les ruraux pauvres**

9. **Petits paysans/entrepreneurs.** Les membres de cette catégorie de la population rurale, que l'on trouve aussi bien parmi les ménages extrêmement pauvres que parmi les ménages modérément pauvres, se caractérisent par leur vulnérabilité. Nombre d'entre eux sont des petits paysans et des paysans marginaux (disposant de moins d'un hectare de terre), qui peuvent être confrontés à une pauvreté épisodique du fait du caractère saisonnier du revenu agricole. Les paysans sont particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles ayant une incidence sur la terre (érosion fluviale, inondation et sécheresse, par exemple), et aux parasites et maladies qui attaquent les cultures et le bétail. Les petits paysans, ainsi que d'autres petits entrepreneurs ruraux, sont confrontés à un double handicap: il arrive fréquemment qu'ils ne reçoivent pas d'appui des ONG, mais ils n'ont pas eux-mêmes le pouvoir et les ressources nécessaires pour profiter de nombreux services publics, des financements bancaires et des liaisons avec les grandes organisations officielles du secteur privé. C'est pourquoi on les qualifie souvent de "milieu manquant".

10. **Femmes.** Parmi les pauvres, ce sont les femmes qui souffrent le plus gravement du dénuement, pour diverses raisons: problèmes d'accès à une bonne nutrition, rares possibilités d'emploi, non-respect des droits fondamentaux et absence de mobilité. On trouve par ailleurs au sein du groupe des ménages extrêmement pauvres un nombre disproportionné de ménages composés d'un seul adulte ou ayant une femme pour chef de famille; nombreuses, parmi ces femmes, sont celles classées comme "veuves" (mais il peut aussi s'agir de femmes divorcées ou abandonnées, étant donné que l'irresponsabilité des maris est l'un des facteurs de la création et de la perpétuation du cycle de la pauvreté). On estime que 95% des ménages dont le chef est une femme vivent en dessous de la ligne

de pauvreté, et que 40% sont extrêmement pauvres. Il s'agit là de réalités impérieuses, qui font de la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes une composante indispensable de la réduction de la pauvreté.

### **Problèmes émergents**

11. Le DSRP retient qu'il existe une "interface considérable entre la persistance de la pauvreté chronique et les conditions environnementales peu favorables à l'agriculture (zones sujettes à la salinité, aux inondations, à l'érosion fluviale ou à la sécheresse, par exemple)". Cette affirmation se reflète dans la concentration géographique de la pauvreté dans le nord-ouest (zones sujettes à la sécheresse et à l'érosion fluviale), dans le centre nord (zones sujettes à de graves inondations saisonnières qui limitent la production agricole) et dans les zones côtières du sud (affectées par la salinité). Nombre de ces régions ont aussi une infrastructure matérielle insuffisante (en termes de raccordement au réseau électrique, de systèmes d'irrigation et de routes), et sont moins couvertes par les institutions de microfinancement. Le FIDA cherchera à réaliser ses futures interventions dans les districts les plus pauvres et défavorisés, et à apporter un appui au développement de l'infrastructure.

12. Le Bangladesh est menacé par le réchauffement planétaire. Il pourrait être affecté par l'augmentation du niveau de la mer (entraînant des inondations et des invasions d'eau salée), un régime des pluies moins favorable et un risque accru de conditions météorologiques extrêmes. La conception des programmes futurs, dans les domaines de l'agriculture et de l'infrastructure, tiendra par conséquent compte des élévations probables du niveau de la mer, et assurera, chaque fois que cela sera nécessaire, des liens stratégiques avec les programmes de protection contre les inondations financés par d'autres donateurs. Les projets du FIDA chercheront aussi à inclure des initiatives visant à atténuer le risque, en encourageant par exemple la diversification des moyens d'existence, l'épargne et les assurances, et en favorisant l'accès à des dons et des prêts en faveur du redressement en cas de catastrophe. Il pourrait également exister une possibilité d'étendre la couverture des assurances, pour autant que cela puisse se faire de façon rentable et durable. La contamination des eaux souterraines par l'arsenic naturel est un autre problème environnemental émergent. On poursuivra, dans le cadre des projets du FIDA comportant un volet d'approvisionnement en eau à usage domestique, la pratique actuelle consistant à s'assurer que l'eau des puits est propre à la consommation humaine.

13. Bien qu'aucun cas de grippe aviaire n'ait encore été observé, il est probable que la maladie, portée par les oiseaux migrateurs (notamment les canards) se répandra dans le sous-continent. Il existe, outre le danger de pandémie humaine, un risque élevé de pertes dans les élevages de volailles, qu'il s'agisse d'élevages commerciaux ou d'élevages de basse-cour (activité importante pour les femmes pauvres, et soutenue par des projets en cours du FIDA). Le FIDA ne sera pas directement concerné par la lutte contre la grippe aviaire, puisque d'autres organismes ont un avantage comparatif dans ce domaine. Les actions du FIDA seront toutefois coordonnées avec ces programmes, en particulier les plans d'intervention et les programmes de tests/surveillance du gouvernement et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

14. Le Bangladesh est à ce jour peu touché par le VIH/sida, avec seulement 465 cas de VIH/sida signalés jusqu'en décembre 2004 (Banque mondiale, 2005). Le nombre de contaminations augmente toutefois parmi les groupes à haut risque (passant de 1,4% à 8,9% en trois ans dans un groupe de consommateurs de drogues par voie intraveineuse). Les facteurs de risque sont élevés: il existe dans le pays une vaste industrie du sexe, les préservatifs sont peu utilisés, les niveaux de syphilis sont élevés et les consommateurs de drogues partagent les seringues, sans être tout à fait conscients des conséquences. Avec l'appui des donateurs, le gouvernement a entrepris: i) de développer les actions de sensibilisation, de prévention et de traitement du VIH/sida dans le cadre des programmes de santé existants; et ii) d'amplifier les interventions au sein des groupes à haut risque. Au Bangladesh, plus de 300 ONG travaillent sur le problème des maladies sexuellement transmissibles (MST) et du VIH/sida, et 135 d'entre elles environ participent de manière active à des programmes en rapport avec le VIH/sida, œuvrant en particulier avec les groupes marginalisés ou difficiles à atteindre. Le FIDA ne

sera pas directement impliqué dans les programmes de santé humaine, étant donné que d'autres donateurs ont un avantage comparatif dans ce domaine et y allouent des crédits importants. Le FIDA cherchera néanmoins à établir des liaisons entre les groupes communautaires et les programmes de santé soutenus par d'autres donateurs.

15. La croissance économique et la réduction de la pauvreté ont été entravées par la faible gouvernance, caractérisée par une administration publique peu efficace, une corruption généralisée, l'insuffisance des mesures prises pour assurer le respect de la réglementation et la faible participation des pauvres au niveau local. Ces problèmes ont été largement reconnus (et la presse en a fait état), et le gouvernement s'est engagé à entreprendre la réforme et la décentralisation de l'administration publique, mais la volonté politique de mise en œuvre fait parfois défaut. À l'avenir, les programmes du FIDA seront conçus de manière à promouvoir une meilleure gouvernance; cet aspect sera précisé ci-dessous (dans la Section III).

#### **D. Contraintes et possibilités pour la réduction de la pauvreté rurale**

##### **Contraintes**

16. La **croissance économique** globale est menacée par la hausse de l'inflation, qui pourrait provoquer à la fois une inversion de la tendance à la baisse des taux d'intérêt et une réduction des dépenses publiques pour le développement. Par ailleurs, le lien entre croissance économique et réduction de la pauvreté s'affaiblit du fait de l'augmentation des inégalités. Le coefficient de Gini (qui mesure l'inégalité des revenus) est passé de 0,27 en 1991/1992 à 0,36 en 2000. L'ampleur de la réduction de la pauvreté que l'on peut attendre de chaque point de pourcentage de croissance en a donc été réduite. Le rythme d'amélioration de l'indice du développement humain s'est également ralenti, passant de 2,39% par an entre 1995 et 2000 à 0,92% par an depuis 2000.

17. Dans le secteur de l'**agriculture**, les augmentations potentielles de productivité de la terre et de la main-d'œuvre ne se sont pas concrétisées, à cause de la lenteur de la modernisation et du progrès technique. Les services d'appui technique sont insuffisants, qu'il s'agisse des contacts avec les paysans ou de la fourniture d'informations utiles. Les liaisons avec les marchés des intrants et des produits sont faibles, et spécialement les liaisons avec les marchés urbains et d'exportation émergents. Les petits paysans et les paysans marginaux manquent également de services financiers d'appui: ils sont non seulement privés d'accès au secteur bancaire formel, mais ils ne font pas non plus partie du groupe cible normal du secteur de la microfinance. Le manque de terres et le morcellement des parcelles agricoles réduisent encore le potentiel de production (plus de 50% de la population est sans terres exploitables).

18. La croissance du **secteur rural non agricole** a été freinée par le caractère inadéquat de l'infrastructure (spécialement en ce qui concerne les communications et l'approvisionnement en électricité), le manque de services financiers, l'insuffisance des capacités techniques et de gestion, l'accès limité aux marchés, et la faiblesse des cadres réglementaires. Ces cadres réglementaires incluent des tarifs, des subventions et des structures juridiques défavorables aux petites entreprises. Ces dernières constituent aussi un "milieu manquant" du point de vue de l'accès aux services financiers (caractéristique que partagent également les petits paysans et les paysans marginaux).

19. Malgré les progrès marquants réalisés par le Bangladesh dans le développement de l'**infrastructure rurale**, il reste encore beaucoup à faire. Seulement 19% des ménages ruraux sont raccordés au réseau électrique, et la fourniture est souvent irrégulière. Le réseau routier est dense, mais peu de routes villageoises sont asphaltées et un grand nombre d'entre elles ne sont pas praticables pour les véhicules de transport motorisés – en particulier dans les régions éloignées ou d'accès difficile. Tant les agriculteurs que les entrepreneurs du secteur non agricole désignent la mauvaise qualité du réseau routier comme le principal facteur limitant leur accès aux marchés (Banque mondiale, 2004 et FIDA, 2005).

20. Pour le **secteur de la microfinance**, l'élargissement des services à la fois vers le bas, en direction des très pauvres, et vers le haut, en direction des petits paysans et des entrepreneurs ruraux presque pauvres, se heurte à de nouveaux défis. La vulnérabilité des ménages les plus pauvres et le fait qu'ils ne sont pas en mesure de prendre des risques les a empêchés de demander des prêts. Les paysans et les entrepreneurs ruraux ont des besoins qui ont été largement ignorés, et le service/produit dont ils ont besoin est sans doute d'un type différent de celui qui fait aujourd'hui l'objet d'une production de masse pour les clients modérément pauvres du secteur de la microfinance, qui gèrent des entreprises au niveau familial.

21. Les **pêcheurs**, qu'ils pratiquent la pêche continentale ou côtière, constituent une communauté particulièrement pauvre et défavorisée (souvent hindous, ils sont confrontés à une discrimination sur des bases religieuses). Nombre des meilleurs lieux de pêche continentale sont donnés en location par le gouvernement, mais les pêcheurs n'ont ni le capital ni les relations sociales nécessaires pour obtenir de tels baux. Ils ne peuvent par conséquent recevoir qu'un maigre salaire en pêchant pour le compte des titulaires extérieurs de baux. Dans les quelques cas où les pêcheurs parviennent, avec un appui extérieur, à prendre à bail des lieux de pêche, ils doivent souvent renoncer à une partie de leur contrôle sur le bail afin d'obtenir le capital nécessaire. Les coûts des baux sont souvent excessifs, et leur durée trop courte pour inciter à améliorer la gestion.

22. Plusieurs autres facteurs clés font obstacle au développement rural. Premièrement, les ruraux pauvres sont très sensibles aux **catastrophes naturelles**, comme les crues des fleuves ou les cyclones. Deuxièmement, la **prestation de services** continue de poser des problèmes, et les agences d'exécution compétentes se caractérisent par leur manque d'efficacité, une mauvaise coordination, et un personnel insuffisamment formé et peu motivé. Troisièmement, les **pressions environnementales** augmentent du fait de la croissance démographique, comme en témoignent les tendances à la réduction de la fertilité des sols et à la baisse de la production des pêches de capture.

### Possibilités

23. Soutenue par l'amélioration de l'infrastructure et des services pédagogiques, la croissance de l'économie crée de nouvelles possibilités pour les ruraux pauvres au Bangladesh. L'expansion des zones urbaines du pays et la présence d'une classe moyenne en plein essor et disposant d'un pouvoir d'achat considérablement accru sont à l'origine de la croissance des marchés des produits et des services. L'intégration de l'économie nationale, à l'intérieur du Bangladesh et avec d'autres pays dans le monde, crée de nouvelles possibilités au-delà des marchés locaux. On observe, pour le secteur de l'agriculture, un élargissement rapide des marchés nationaux pour des produits de grande valeur comme les légumes, les fruits, la viande, le lait, les œufs et le poisson. Alors que la demande de ces produits augmente en même temps que les revenus, les consommateurs exigent aussi des normes de qualité plus rigoureuses. La production de riz elle-même doit être accrue pour répondre aux besoins du marché, et les fortes hausses récentes des prix du riz montrent à quel point il est important que la production suive la progression de la demande. Cet ensemble de facteurs crée, pour les producteurs ruraux, des possibilités d'obtenir des revenus supérieurs à ceux qu'ils auraient pu retirer des productions agricoles traditionnelles destinées uniquement aux marchés locaux. Pour répondre à cette nouvelle demande, toutefois, les producteurs ont besoin de meilleures techniques de production et de meilleures filières commerciales. De grandes sociétés agroalimentaires du secteur privé jouent un rôle croissant. Les producteurs ont de ce fait la possibilité d'établir une liaison avec les filières d'approvisionnement, mais cela signifie aussi que la disponibilité de produits alimentaires faisant l'objet d'une production de masse, bien conditionnés et de qualité garantie aura pour effet de réduire les parts de marché des petites unités artisanales de transformation des produits alimentaires.

24. De nouvelles possibilités voient aussi le jour dans le secteur rural non agricole. La croissance de ce secteur a été plus rapide que celle du secteur agricole, et la productivité de la main-d'œuvre y est plus élevée (comme en témoignent les salaires). Bien qu'une partie de ce secteur soit étroitement liée à



l'agriculture, par le biais de la fourniture d'intrants et de services (réparations du matériel agricole, par exemple), et par le biais de la transformation et de la commercialisation de ses produits, une part croissante du secteur rural non agricole se rattache à l'économie urbaine plutôt qu'à l'agriculture (textiles et habillement, par exemple). Cet abandon progressif de l'agriculture se traduit par une migration croissante de la main-d'œuvre, aussi bien à l'intérieur du Bangladesh que vers l'étranger. Ces migrations créent également des possibilités en termes de disponibilité de terre, car de nombreux migrants hypothèquent leur terre afin de se procurer les fonds nécessaires à leur migration. Cela permet alors à des paysans ne possédant que peu de terre, mais ayant accès au microfinancement, de prendre cette terre à bail.

25. La productivité agricole est, au Bangladesh, bien inférieure à son potentiel. L'adoption de **technologies améliorées** permettrait une augmentation des revenus des exploitations agricoles. Il est également possible d'accroître la valeur des produits des exploitations en choisissant les cultures à valeur élevée (pour répondre à la demande croissante de produits frais), et en ajoutant de la valeur par l'amélioration de la qualité et du calibrage des produits.

26. Les initiatives visant à promouvoir la **gestion communautaire des pêches** dans les eaux partiellement libres ont réussi dans une certaine mesure à aider les communautés de pêcheurs pauvres et défavorisées. Ces initiatives ont aussi influé de façon positive sur le projet de politique nationale des pêches (Ministère de la pêche, avril 2005) et sur les propositions contenues dans le DSRP. Les projets pourraient mettre à profit cette évolution des politiques, et faire des ressources halieutiques non plus des ressources d'accès libre, mais des ressources gérées de manière stable, avec des droits d'utilisation clairement définis. Cette mesure permettra non seulement d'accroître la productivité totale de ces étendues d'eau, mais aussi de garantir aux ménages de pêcheurs pauvres une plus grande part de la valeur totale des prises.

27. Les femmes jouent un rôle croissant dans l'activité économique, du fait des emplois qu'elles occupent dans le secteur de la confection, de leur importance croissante dans celui de l'agriculture et du développement de la microfinance. Les études ont montré que les relations hommes-femmes deviennent plus équitables, et que les femmes expriment de plus grandes aspirations. Par le passé, **l'autonomisation des femmes** a souvent été une conséquence non intentionnelle de l'amélioration de l'accès au microfinancement et des possibilités d'emploi. Il est désormais possible d'évoluer vers des programmes d'autonomisation plus complets et équilibrés abordant des questions comme celles des droits juridiques ou de la violence vis-à-vis des femmes.

### **E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale**

28. On a pris soin, dans l'élaboration du COSOP, de le mettre en harmonie avec le DSRP (comme le montre le cadre logique du COSOP). Le DSRP repose sur un plan d'action visant à accélérer la réduction de la pauvreté, et dont les éléments sont la croissance économique favorable aux pauvres, le développement humain et l'amélioration de la gouvernance. Le projet définitif a été approuvé en octobre 2005. Le DSRP propose quatre ensembles stratégiques ayant pour but de stimuler: i) un environnement macroéconomique pour une croissance économique favorable aux pauvres; ii) une croissance favorable aux pauvres dans des secteurs essentiels (secteurs rural, agricole et informel, et dans les petites et moyennes entreprises); iii) des mesures instaurant un filet de sécurité pour protéger les pauvres, et spécialement les femmes, contre les chocs économiques/de consommation; et iv) le développement humain des pauvres, par des interventions dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, de l'assainissement, de la nutrition et des services sociaux. Le tableau 1, qui présente les objectifs de réduction de la pauvreté au Bangladesh retenus dans le DSRP pour atteindre les OMD, montre qu'une accélération des taux d'amélioration est nécessaire pour atteindre les objectifs relatifs à la pauvreté liée à la faiblesse des revenus et à l'extrême pauvreté, ainsi que la plupart des autres objectifs.

**Tableau 1: Principaux objectifs du DSRP**

Indicateurs	Progrès réalisés entre 1990 et 2002 (en pourcentage)			Progrès nécessaires pour atteindre les objectifs du DSRP en 2015 (en pourcentage)	
	1990	2002	Progrès annuel 1990-2002	2015	Progrès annuel nécessaire 2002-2015
Pauvreté liée à la faiblesse des revenus	59(50)	50* (40)	-1,5 (-1,9)	25 (20)	-3,3 (-3,3)
Pauvreté extrême	28	19,0*	-3,2	5	-4,9
Alphabétisation des adultes	35	49,6	3,5	90	6,3
Scolarisation dans le primaire	56	86,7	4,6	100	1,2
Scolarisation dans le secondaire	28	52,8	7,4	95	6,1
Taux de mortalité infantile	94	53,0	-3,6	18	-5,1
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	109	76,0	-2,5	25	-5,2
Mortalité maternelle	480	390	-1,6	179	-4,2
Enfants présentant une insuffisance pondérale	67	51,0*	-2,4	26	-3,3

\* Indique des données relatives à 2000. L'année 2002 est l'année de référence pour le DSRP.

Note: La mesure de la pauvreté liée à la faiblesse des revenus est tirée de l'estimation du coût des besoins fondamentaux, réalisée par la Banque mondiale sur la base des enregistrements unitaires de données de l'Enquête sur les revenus et les dépenses des ménages (HIES). La seconde estimation, entre parenthèses, est basée sur des données groupées également tirées de la HIES et fait apparaître une estimation de la pauvreté de 40% en 2000.

Source: Tableau et notes édités extraits du DSRP (Commission du Plan, 2005)

## II. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA AU BANGLADESH

29. **Évaluations au niveau du pays.** La conclusion tirée de l'évaluation du programme de pays récemment effectuée par le FIDA (en 2005) est que les neuf projets du FIDA exécutés au cours des dix dernières années ont été généralement réussis, en termes d'impact et d'efficacité. La production alimentaire a été accrue, en particulier pour les paysans les plus pauvres qui ont adopté des pratiques culturales et d'aviculture plus intensives. Les évaluations récentes ont permis de tirer un certain nombre d'enseignements et de recommandations importants.

- Le microfinancement a apporté aux ruraux pauvres d'importants avantages: augmentation du revenu, amélioration de la sécurité alimentaire et de la qualité de vie, et réduction de la vulnérabilité. Bien que les ménages modérément pauvres disposent désormais d'un volume suffisant de microfinancement, les petits paysans, les paysans marginaux et les microentrepreneurs doivent encore avoir un meilleur accès au microfinancement. L'un des principaux objectifs du COSOP (voir Section III) est de trouver une solution au déficit de financement.
- Les projets ont aussi autonomisé les femmes rurales par le biais du microfinancement, d'une meilleure connaissance des techniques agricoles, et d'un accès aux entreprises et aux marchés. Toutefois, comme le note en termes généraux son Rapport annuel sur les résultats et l'impact de ses opérations (ARRI), le FIDA parvient difficilement à toucher les personnes extrêmement pauvres. Certains ménages extrêmement pauvres ont pu bénéficier d'emplois offerts par les projets ou par les entreprises et exploitants agricoles soutenus par les projets. Les services de microfinancement ont aussi permis à certains membres de ce groupe de démarrer leurs propres activités économiques. Pour l'essentiel, toutefois, les personnes extrêmement pauvres n'ont pas été les bénéficiaires des projets du FIDA. Le COSOP visera spécifiquement à soutenir ce groupe par le biais d'une croissance rurale favorable aux pauvres et en favorisant les possibilités d'emploi et l'accès aux ressources de propriété commune (voir Section III).
- Il n'est pas nécessaire de lier les prêts à l'objet d'une formation. Le microfinancement régi par la demande (où les emprunteurs peuvent choisir librement l'usage qu'ils feront des sommes

qui leur sont prêtées), lié à un appui technique et au renforcement des capacités, a donné d'excellents résultats et a eu un impact significatif sur le revenu des bénéficiaires. La formation appliquée à de petites entreprises, comme les jardins potagers ou l'élevage de basse-cour, apporte une précieuse contribution à la sécurité alimentaire du ménage, mais ce sont des activités qui demandent relativement peu d'investissement. Dans le cadre du processus de microfinancement, les groupes tiennent des réunions régulières, ce qui développe la cohésion et le soutien mutuel entre les membres. On a constaté qu'une formation, dans quelque domaine que ce soit, est plus facile et plus efficace lorsqu'elle est donnée à un groupe actif de microfinancement: l'épargne et le crédit offrent un point focal aux activités du groupe, renforcent la confiance et réduisent la vulnérabilité, ce qui permet aux ménages d'adopter de nouvelles méthodes et de mettre à l'essai de nouvelles techniques. Cette approche réussie sera adoptée dans les futures interventions du FIDA dans le domaine de la microfinance.

- Il faut, pour soutenir le microfinancement, que les mécanismes de décaissement des fonds du projet à destination des bénéficiaires finals soient conçus avec une grande attention pour garantir des flux de trésorerie sans heurts, des conditions de prêt adéquates et un bon recouvrement des prêts. Les essais d'utilisation des banques commerciales ou des banques de développement agricole pour faire parvenir aux ONG des fonds qu'elles prêteraient ensuite aux bénéficiaires se sont généralement avérés infructueux. Les taux de décaissement prévus ont rarement été atteints et, même lorsque les fonds circulent, les banques se sont montrées peu capables ou peu intéressées en ce qui concerne la surveillance des programmes de prêt des ONG. Le FIDA est parvenu à des résultats beaucoup plus satisfaisants avec la Fondation Palli Karma-Sahayak (PKSF) et les ONG qui sont ses partenaires. Organisation spécialisée dans le microfinancement, la PKSF a le devoir et la capacité de suivre et de gérer activement le microfinancement des ONG. Le FIDA continuera, dans ses futures interventions, à travailler avec les institutions de microfinancement hautement performantes (comme la PKSF et les organisations partenaires).
- La viabilité après l'achèvement des projets est l'un des thèmes essentiels du rapport ARRI. La durabilité des avantages apportés par un projet exige souvent, à ce propos, la poursuite d'un flux de crédits. Ces fonds sont nécessaires pour soutenir la poursuite de la croissance des entreprises financées par les prêts et apportent aux groupes un point d'appui garantissant le maintien des avantages résultant, sur le plan social et sur celui de l'autonomisation, de l'appartenance au groupe. En outre, des conditions équitables d'accès à la pêche en eaux libres peuvent exiger que les groupes de pêcheurs financent l'acquisition d'alevins pour l'empoisonnement. Faute de prêts, des dispositions doivent être prises pour les obtenir à crédit, soit auprès des fournisseurs d'alevins, soit auprès des acheteurs de poisson. Cette situation a habituellement un effet négatif sur les conditions d'accès à l'étendue d'eau et réduit le revenu net des pêcheurs. La viabilité des opérations de crédit exige un type de conception institutionnelle caractéristique des organisations de microfinancement compétentes comme la PKSF et ses ONG partenaires. Le FIDA en tiendra compte dans ses futures interventions.
- Un ensemble complet de mesures est parfois nécessaire pour permettre aux femmes de participer pleinement aux activités économiques et communautaires. Bien que des espaces spécifiques aient été prévus à l'intention des femmes commerçantes lors du développement de l'infrastructure des marchés, les femmes ne sont souvent pas en mesure de tirer pleinement profit de ces installations faute de crédit pour les activités du marché et d'une participation effective à la gestion du marché. Cette approche sera intégrée à la conception des futurs projets de marchés.
- La promotion des organisations communautaires de base autogérées était l'un des buts principaux de la stratégie du FIDA au Bangladesh, mais peu de résultats ont été obtenus dans ce domaine. On a constaté, dans les cas où des ONG avaient été chargées, par voie contractuelle, de constituer des organisations à base communautaire, que la viabilité des organisations dépendait de la poursuite du soutien de l'ONG. Dans le Projet de gestion communautaire des ressources dans le Sunamganj, on ne perçoit pas encore clairement les

résultats à long terme de l'autre approche possible, celle de la constitution de groupes d'autoassistance. Il conviendra, pour les futurs programmes, d'étudier attentivement l'expérience acquise dans le cadre de ce projet avant de proposer la promotion des groupes d'autoassistance.

- Les projets ayant tenté d'améliorer l'accès des pauvres aux étendues d'eau (le projet en faveur des petits pêcheurs des Oxbow Lakes, le projet de développement de l'aquaculture et le projet de gestion communautaire des ressources dans le Sunamganj) ont été affectés par des problèmes d'exécution: lenteur du démarrage, lenteur des décaissements, conflits et coûts élevés. En termes d'impact, cependant, l'accès amélioré aux étendues d'eau a permis d'accroître le revenu des ménages et leurs moyens de subsistance en général. La viabilité demeure toutefois incertaine. On peut craindre que des personnes influentes au niveau local ne reprennent le contrôle des éléments d'actif, ou que le gouvernement ne renouvelle pas les baux à l'expiration de la période décennale en cours. Des mesures de circonstance seront par conséquent intégrées à la conception des futurs projets. Ainsi, i) les projets travailleront avec des organismes tels que la PKSF garantissant la viabilité après l'achèvement des projets, et ii) un soutien accru à l'exécution sera fourni au cours de l'exécution du projet.
- L'accord conclusif de l'évaluation du programme de pays prévoit que le FIDA: i) définira des objectifs stratégiques précis; ii) développera les services de microfinancement pour les entreprises rurales et périurbaines, pour les petits paysans et les paysans marginaux; iii) poursuivra ses investissements dans l'infrastructure favorable aux pauvres; iv) établira des partenariats pour mobiliser le secteur privé; v) établira les principes et les procédures concernant les partenariats avec les ONG; vi) établira une présence sur le terrain au Bangladesh; vii) financera des activités de communication dans tous les projets; et viii) réduira les possibilités de corruption. Chaque fois que cela sera possible, les futures interventions prendront en compte ces points d'accord.

### III. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA

#### A. Rôle et créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés

30. **Rôle et créneau stratégique.** Le Bangladesh se place au troisième rang mondial (après l'Inde et la Chine) en ce qui concerne le nombre de pauvres. Compte tenu de l'ampleur de la pauvreté dans le pays, le **but** logique à poursuivre, dans l'utilisation des ressources limitées du FIDA, sera d'appuyer la transposition à plus grande échelle des approches novatrices réussies de la réduction de la pauvreté mises en œuvre par le gouvernement, les ONG, le secteur privé et les donateurs. Ces innovations peuvent se présenter sous la forme d'initiatives pilotes tendant à promouvoir un changement des politiques, une mise en œuvre de la réglementation en vigueur, de nouveaux modèles institutionnels ou d'investissements accrus. Cette transposition à plus grande échelle sera facilitée par une stratégie de communication axée sur les innovations réussies, afin de donner une large publicité à leur potentiel de transposition. **L'objectif** de la stratégie du FIDA pour le pays est de réduire la pauvreté par le biais des innovations pilotes financées. Le FIDA sera tenu pour responsable sur ce point.

31. **Groupe cible.** Faisant fond sur l'analyse de la pauvreté contenue dans le COSOP et sur les recommandations issues de l'évaluation du programme de pays, le FIDA a opéré un choix stratégique, retenant deux groupes (on en trouvera une définition précise à l'appendice III): i) les ménages extrêmement pauvres ayant un potentiel productif; et ii) les petits paysans/entrepreneurs pauvres. Deux raisons justifient ce choix: i) encourager la croissance rurale et développer les possibilités d'emploi dans les zones rurales exigera que l'on mette spécifiquement l'accent sur les petits paysans/entrepreneurs; et ii) un grand nombre de ménages extrêmement pauvres ont un potentiel productif, et les efforts déployés pour toucher ces ménages n'ont eu à ce jour que très peu de succès. Le FIDA ne ciblera pas les indigents, ce groupe étant atteint plus facilement par le biais des filets de sécurité sociale et le soutien du revenu sous forme de don.

32. **Sous-programmes proposés (niveau des produits).** La réalisation de l'ensemble du programme de développement rural prévu par le DSRP dépasse de loin les capacités d'un petit organisme comme le FIDA. Il a par conséquent été essentiel de fixer des priorités, et cette détermination a été influencée par: i) des discussions entre le FIDA et le gouvernement; ii) une analyse des stratégies et des programmes actuels et futurs des principaux donateurs; et iii) l'expérience précédente du FIDA. Le programme de pays du FIDA au Bangladesh sera basé sur **cinq sous-programmes, chacun assorti d'un énoncé de produit spécifique.**

- Plus grande disponibilité des techniques agricoles pour les petits paysans.
- Accès accru, pour les petits entrepreneurs ruraux, aux marchés et aux services financiers.
- Innovations dans l'infrastructure favorable aux pauvres, au bénéfice des personnes extrêmement pauvres.
- Accès accru des ruraux pauvres aux ressources de propriété commune.
- Accès accru des femmes aux opportunités économiques.

33. Ces sous-programmes ne sont pas censés représenter des projets individuels. En fait deux, voire plusieurs sous-programmes, peuvent constituer la cible d'un seul projet – ainsi, un projet visant à aider les femmes peut aussi favoriser les entreprises rurales et développer l'infrastructure rurale. En revanche, deux ou plusieurs projets peuvent se rattacher à un même sous-programme.

34. **Sous-programme 1 – Plus grande disponibilité des techniques agricoles pour les petits paysans.** Le DSRP désigne l'agriculture comme le secteur prioritaire, reflétant l'objectif premier du gouvernement, qui est d'assurer à une population croissante des disponibilités alimentaires suffisantes et sûres. L'agriculture constitue aussi le moteur clé d'une croissance favorable aux pauvres. Les pauvres dépendent dans une large mesure de ce secteur, comme salariés ou comme paysans. L'augmentation du revenu liée au travail journalier salarié et à l'exploitation agricole est le facteur qui contribue le plus à réduire l'inégalité des revenus et qui a par conséquent le plus fort impact sur la réduction de la pauvreté. Le programme du FIDA visant à accroître la disponibilité des techniques agricoles pour les petits paysans s'intègre bien aux stratégies esquissées dans le DSRP, qui préconisent le recours aux technologies améliorées pour augmenter les rendements, la vulgarisation agricole induite par la demande, et de meilleurs liens avec les marchés par le biais d'innovations telles que l'agriculture sous contrat. Ce sous-programme est aussi étroitement harmonisé avec les programmes futurs des autres grands donateurs dans ce secteur, la Banque mondiale et l'Agence danoise d'assistance au développement international.

35. **Sous-programme 2 – Accès accru, pour les petits entrepreneurs ruraux, aux marchés et aux services financiers.** Ce sous-programme aidera les petits entrepreneurs ruraux à obtenir un accès aux marchés et aux services financiers. Cela favorisera la croissance dans le secteur de l'agriculture comme dans celui de l'économie rurale non agricole, qui est également un secteur essentiel pour le DSRP. Le soutien du FIDA aux innovations dans le domaine de la microfinance et d'autres formes d'investissements contribuera à l'apport de capital à ces secteurs. En outre, le FIDA aidera à promouvoir un cadre réglementaire permettant à ce secteur une croissance conforme à des normes financières prudentes. Le développement de l'entreprise et du secteur privé est prioritaire pour un certain nombre de donateurs, et l'appui du FIDA sera coordonné avec les programmes de ces donateurs.

36. **Sous-programme 3 – Innovations dans l'infrastructure favorable aux pauvres, au bénéfice des personnes extrêmement pauvres.** Ce sous-programme apportera un appui à l'infrastructure dans les secteurs des transports, des marchés et de la gestion de l'eau, et se concentrera sur les régions de forte incidence de la pauvreté, telles que la bande côtière, les zones sujettes à la sécheresse, à l'inondation et à l'érosion, et les Chittagong Hill Tracts. La construction de l'infrastructure fera appel à des techniques à forte intensité de main-d'œuvre, afin de garantir que les fonds du projet parviennent directement aux ménages extrêmement pauvres. D'autres donateurs, comme la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et la Banque japonaise pour la coopération internationale,

financent d'importants investissements dans l'infrastructure rurale. Le FIDA se concentrera sur les zones et les approches qui ne sont pas couvertes par les programmes de ces organismes.

37. **Sous-programme 4 – Accès accru des ruraux pauvres aux ressources de propriété commune.** Ce sous-programme permettra aux ménages ruraux pauvres d'avoir accès aux ressources de propriété commune, en premier lieu les zones de pêche continentale, mais aussi les terres domaniales. Il a été démontré que cet accès aux ressources productives avait un impact majeur sur la pauvreté, mais la portée des initiatives de ce type est naturellement limitée par la disponibilité des ressources de propriété commune. Les problèmes de viabilité et de contrôle des ressources doivent aussi être abordés. Le FIDA a travaillé aux côtés du Département du développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (DFID) sur une initiative de recherche, financée par un don, pour le programme de gestion communautaire des pêches dans le sud et le sud-est de l'Asie, et le DFID pourrait continuer à appuyer des initiatives en rapport avec les ressources de propriété commune.

38. **Sous-programme 5 – Accès accru des femmes aux opportunités économiques.** Ce dernier sous-programme aidera les femmes à avoir davantage accès aux opportunités économiques, afin de les autonomiser et de promouvoir l'égalité hommes-femmes. L'aide apportée aux femmes sera certes un élément transversal, présent dans tous les sous-programmes, mais la création d'un sous-programme spécifique à l'intention des femmes permettra au FIDA de soutenir les initiatives spéciales proposées dans le DSRP sur l'entrepreneuriat, l'emploi et les droits des femmes. Le renforcement de la position des femmes constitue une priorité pour la plupart des donateurs, et il existe des possibilités, pour le FIDA, d'élaborer des mesures concrètes d'autonomisation des femmes pouvant être adoptées par d'autres donateurs.

39. **Harmonisation avec le DSRP.** Le COSOP a été élaboré de manière à être en pleine harmonie avec le DSRP. Les cinq sous-programmes se rattacheront principalement au second ensemble stratégique du DSRP – croissance favorable aux pauvres dans des secteurs essentiels. Toutefois, les innovations dans les politiques prévues dans les sous-programmes appuieront aussi le premier ensemble stratégique – promouvoir un environnement macroéconomique pour une croissance économique favorable aux pauvres, tandis que le sous-programme de développement de l'infrastructure peut être exécuté de façon à soutenir le troisième ensemble stratégique – mesures instaurant un filet de sécurité pour protéger les pauvres, et spécialement les femmes, contre les chocs économiques/de consommation.

## **B. Principales possibilités d'innovations et d'interventions dans le cadre des projets**

40. Les innovations que le FIDA introduira dans les cinq domaines abordés par le programme feront fond sur l'expérience qu'il a acquise au cours de l'exécution de récents projets. Des innovations et des interventions sont notamment possibles dans les domaines ci-après.

- Un nouveau paradigme de développement agricole sera encouragé pour catalyser la croissance favorable aux pauvres dans le secteur. Il inclura un certain nombre d'innovations spécifiques destinées à améliorer les **techniques agricoles**, ce qui pourrait impliquer de nouvelles approches du financement de la recherche et de la gestion de la vulgarisation.
- **La microfinance rurale** a constitué une part importante du portefeuille du FIDA au Bangladesh. Le FIDA participe actuellement à une initiative multidonateurs sur les innovations ayant pour objet d'améliorer l'extension des services de microfinancement aux segments les plus pauvres de la population; d'introduire de nouveaux produits et ensembles financiers pour les entreprises rurales et périurbaines (également en rapport avec l'agriculture); de soutenir le renforcement des capacités et le perfectionnement professionnel; et de promouvoir les réformes des politiques. Pour encourager les institutions de

microfinancement à innover, certains fonds du projet pourraient être décaissés par l'intermédiaire d'un mécanisme de fonds de défi.

- **Le développement des entreprises** (avec une liaison possible avec les innovations dans le domaine de la finance) favorisera le développement de microentreprises et de petites entreprises qui établiront un lien entre les zones rurales et les marchés urbains et d'exportation, en pleine expansion. Cela pourrait impliquer une approche comportant des services en développement des entreprises, mettant l'accent sur des sous-secteurs choisis et des liens étroits avec le cœur du secteur privé.
- Le développement de **l'infrastructure rurale** exigera une participation accrue des communautés et du secteur privé. Il existe des possibilités particulières de partenariats entre le secteur privé et la communauté en matière de mise à disposition d'infrastructures pour la commercialisation agricole, et de participation accrue de la communauté aux infrastructures de transport et de gestion de l'eau au niveau du village. Afin de renforcer l'impact sur la réduction de la pauvreté, une grande partie des travaux de construction sera réalisée par des sociétés de louage de services, qui sont des organisations de femmes extrêmement pauvres. Toute percée réalisée par les femmes grâce à cette initiative pourrait alors être confortée par le biais d'une formation et d'un appui sous forme de microfinancement au cours de la période suivant la construction, l'objectif ultime étant d'aider ces femmes à sortir totalement et durablement de la pauvreté.
- Il existe des possibilités d'interventions qui donneraient aux communautés de pêcheurs défavorisés un accès à des zones de **pêche productives en eaux libres**. Les systèmes actuels de gestion de la pêche en eaux libres sont inefficaces ou inexistants, ce qui a entraîné un épuisement des stocks ichthyologiques et des prises inférieures au potentiel. Les pêcheurs eux-mêmes ne reçoivent souvent qu'une petite partie de la valeur des prises. De nouvelles initiatives pourraient mettre à profit le nouveau projet de politique nationale des pêches afin de donner aux communautés de pêcheurs pauvres le contrôle de leurs ressources. Il faudra toutefois, pour que ces communautés puissent réellement maîtriser ces ressources, que la possession juridique soit accompagnée d'une acceptation par la société des nouvelles règles d'accès.
- On pourrait également trouver des moyens plus efficaces de transférer les **terres domaniales** aux pauvres, par le biais de systèmes plus ouverts et efficaces d'affermage et d'une meilleure gouvernance des droits de propriété. Les projets pourraient aussi appuyer l'allocation à des ménages très pauvres de *charlands*<sup>1</sup> côtiers récemment envasés.
- **L'autonomisation des femmes** a bien connu des progrès significatifs, mais ils constituent en grande partie un effet secondaire du microfinancement, de l'éducation et de la multiplication des possibilités d'emploi. Il est possible d'introduire des mesures plus proactives pour donner aux femmes un rôle accru dans la communauté. En particulier, le problème de la violence contre les femmes, qui réduit gravement le potentiel économique du ménage, doit être véritablement abordé. Des mesures visant à soutenir l'autonomisation des femmes seront incluses dans la plupart des interventions, mais on pourrait aussi exécuter un projet ayant cette autonomisation comme axe principal.

41. Les futurs projets d'investissements du FIDA peuvent inclure un certain nombre d'innovations parmi celles citées ci-dessus, et englober plus d'un sous-programme. Ainsi, un projet dans les zones côtières de *char* peut associer développement de l'infrastructure, allocation de terres domaniales à des ménages pauvres, fourniture de services agricoles améliorés et développement des entreprises.

---

<sup>1</sup> Terre émergée au milieu d'un cours d'eau, subissant un phénomène d'érosion et d'envasement.

### **C. Possibilités de mobilisation et de partenariat avec les ONG et le secteur privé**

42. Les ONG ont fait partie intégrante de la plupart des projets du FIDA, et ont participé efficacement à la fourniture de services aux pauvres au niveau des communautés de base. À l'heure actuelle, 30 ONG participent à des projets du FIDA, principalement en tant qu'institutions de microfinancement. L'évaluation du programme de pays a mis en évidence la nécessité de choisir des ONG capables d'assurer la poursuite des activités après l'achèvement du projet. Il faudra, à cet effet, élaborer des directives précises concernant le choix des ONG au cours de l'exécution du COSOP. De récents projets du FIDA ont tiré parti du rôle de la PKSF en tant qu'organisme faîtière dans le domaine de la microfinance, soit pour choisir et gérer les ONG partenaires, soit pour fournir à d'autres organismes des critères de notation de la performance des ONG. Le volume des fonds disponibles pour le microfinancement ayant considérablement augmenté, on attendra de plus en plus des ONG participantes qu'elles financent des prêts sur leurs ressources propres. Ce faisant, les ONG interviendront en tant que partenaires actifs plutôt que comme contractants pour l'exécution des projets.

43. En ce qui concerne le secteur privé, des efforts seront déployés pour drainer les compétences et la technologie du secteur privé au bénéfice des pauvres. Les sous-programmes du COSOP prévoient les éléments suivants: développement de petites entreprises du secteur privé et appui à ces entreprises; approches plus pluralistes de la mise à disposition de techniques agricoles, et notamment participation accrue du secteur privé; et encouragement à une plus grande participation du secteur privé dans la mise à disposition de l'infrastructure. Le secteur des entreprises privées a un rôle clé à jouer dans le développement des entreprises et des filières commerciales. Il s'agit d'assurer des fonctions sensibles aux effets d'échelle, à savoir le contrôle de qualité, l'approvisionnement en intrants et la commercialisation pour les produits dont les marchés d'exportation sont en expansion, comme les légumes frais et les fleurs. Le FIDA ne financera pas directement les investissements nécessaires pour les sociétés, à moins qu'ils ne soient entrepris en partenariat avec les organisations de producteurs, mais il pourrait financer des ONG ou des centres d'aide aux entreprises afin de renforcer les liaisons commerciales des organisations de producteurs.

### **D. Liens stratégiques possibles avec d'autres donateurs et institutions**

44. La nécessité de partenariats stratégiques efficaces est un thème récurrent dans le rapport ARRI. À ce propos, le FIDA joue, au Bangladesh, un rôle de partenaire actif dans les activités d'harmonisation et de coordination entre le gouvernement et les donateurs, et participe régulièrement au Forum pour le développement du Bangladesh. Le FIDA est membre du Groupe consultatif local - principal organe de coordination du pays - et participe également aux réunions des sous-groupes concernés par l'agriculture, l'eau, la finance et l'infrastructure. Outre son rôle de coordination des activités des donateurs, le Groupe consultatif local a participé activement à l'examen et à la formulation d'observations sur la conception et l'exécution du DSRP, et a reçu régulièrement des contributions du FIDA. La future stratégie de partenariat du FIDA conservera cette approche de la coordination et le FIDA continuera d'apporter au processus d'exécution du DSRP, par l'intermédiaire du Groupe consultatif local, sa propre expérience en matière d'exécution. Le FIDA est par ailleurs pleinement intégré à l'actuel Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) (2006-2010), qui fait référence à son action.

45. En ce qui concerne les partenariats stratégiques à long terme avec des organismes donateurs pris individuellement, diverses possibilités ont été recensées sur la base d'une analyse des domaines actuellement privilégiés par les donateurs (mais qui pourraient bien changer au cours des six prochaines années). Ainsi, le FIDA poursuit activement un dialogue avec le DFID, l'Agence canadienne de développement international (ACDI), l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) et la Direction du développement et de la coopération (Suisse) (SDC) sur la question de l'appui à l'innovation dans le domaine de la microfinance par le biais d'un programme sectoriel intitulé "Promouvoir les services financiers pour réduire la pauvreté". Le FIDA et la Banque



mondiale – traditionnellement les deux plus importants donateurs dans le secteur agricole – travaillent en étroite liaison pour explorer les moyens d'un nouvel engagement dans ce secteur. Un partenariat à long terme se poursuit entre le FIDA et le DFID dans le domaine de la gestion des pêches de propriété commune par l'intermédiaire du programme de gestion communautaire des pêches du sud et du sud-est de l'Asie. Le FIDA a mis à profit ses relations de longue date avec la Banque asiatique de développement, le Japon, les Pays-Bas et le Programme alimentaire mondial dans ses activités à l'appui de l'infrastructure de gestion de l'eau, des marchés ruraux et des routes, et d'autres types d'infrastructure favorables aux pauvres. Ces relations se poursuivront dans les futurs programmes.

### **E. Domaines de concertation**

46. Le FIDA a entrepris, dans le cadre du processus du SAFP, une analyse de la performance du secteur rural. Cette analyse, qui propose un tableau très général des problèmes ruraux, a permis de recenser un sous-ensemble de questions relevant des pouvoirs publics et ayant des conséquences directes pour les cinq sous-programmes du COSOP. Les objectifs spécifiques recensés sont résumés ci-après.

- Des réformes sont nécessaires pour améliorer la performance de la recherche et de la vulgarisation agricoles, grâce à une meilleure gouvernance du Système national de recherche agricole, et notamment le Conseil de la recherche agricole du Bangladesh (BARC). À cet égard, l'un des objectifs d'action à long terme sera l'adoption d'une nouvelle loi accordant des pouvoirs accrus au BARC et une plus grande autonomie au système.
- Dans le domaine de la vulgarisation agricole, l'accent sera mis sur la décentralisation des responsabilités, tant de la planification que du financement, qui seront attribuées aux sous-districts. Une attention particulière sera aussi portée, dans le même contexte, à l'autonomisation des communautés de paysans pour les préparer à jouer un rôle accru dans la planification, l'exécution et le suivi des programmes de vulgarisation.
- L'approche de la construction de l'infrastructure par des sociétés de louage de services doit être généralisée. Des réglementations officielles devront être édictées à cet effet par le Service technique des collectivités locales (Local Government Engineering Department).
- Des progrès doivent encore être réalisés sur la voie de la réforme du projet de politique nationale des pêches et des règlements associés régissant les procédures d'allocation des terres domaniales. Des progrès sont également nécessaires pour encourager l'accès des paysans sans terre à des terres privées et aux ressources publiques (spécialement du point de vue de la législation à adopter pour permettre une gestion communautaire de ces ressources par les pauvres).
- Il convient aussi d'entreprendre une réforme de la réglementation concernant la propriété et la location des marchés publics, et de modifier le système de monopole légal des pouvoirs publics sur les marchés, afin d'accorder plus d'espace aux initiatives privées et communautaires.
- Des réformes sont nécessaires pour créer un cadre réglementaire plus favorable à la finance rurale, encourageant des pratiques financières prudentes mais ne faisant pas obstacle à la croissance et à l'innovation dans le secteur de la microfinance.

47. Outre ces objectifs d'action spécifiques, le FIDA établira – dans le cadre des consultations nationales sur le SAFP et en liaison avec d'autres donateurs – un dialogue élargi avec le gouvernement sur les autres politiques nécessaires pour que le Bangladesh réalise les OMD. On a recensé un certain nombre de grandes étapes qui aideront à suivre les progrès de ce programme de réforme des politiques: i) accord sur un programme de réforme du secteur agricole comme condition préalable à un futur engagement dans ce secteur; ii) amorce, par le gouvernement, d'une concertation sur les modifications de la réglementation applicable aux marchés publics; iii) approbation, par le

gouvernement, de l'application de nouvelles procédures de prise à bail pour améliorer l'accès des pêcheurs aux étendues d'eau; et iv) concertation et plaidoyer de la société civile concernant les droits de propriété des femmes.

#### **F. Mesures à prendre pour améliorer la gestion du portefeuille**

48. **Notation des projets à risque.** L'analyse annuelle effectuée par le FIDA à propos des projets à risque (PAR) relève que trois groupes d'indicateurs clés doivent être améliorés au Bangladesh: i) les indicateurs de gestion financière (audits et comptabilité); ii) les indicateurs de suivi et évaluation (S&E) et de gestion de projet; et iii) les indicateurs de l'importance accordée à la problématique hommes-femmes. Ces indicateurs ont des incidences de premier plan sur la notation des PAR dans l'exercice annuel de SAFF. Les domaines pertinents seront par conséquent abordés au cours du cycle du COSOP.

- **Gestion financière et corruption.** Des mesures seront prises au moment de la conception pour établir le plus précisément possible le coût des projets. On veillera en particulier à ce que les prix des acquisitions soient conformes aux prix du marché. On améliorera aussi la performance en autonomisant les bénéficiaires des projets et en les informant des résultats attendus du projet et du prix à payer pour les biens et les services. Les unités de gestion de projet bénéficieront d'un renforcement des capacités pour leur permettre d'établir des états financiers de qualité élevée et d'apporter plus rapidement une solution aux observations en suspens sur les audits. On procédera enfin à un regroupement, dans un journal d'audit entrepris pour tous les projets, de toutes les observations en suspens sur les audits.
- **S&E, gestion et problématique hommes-femmes.** L'expérience a montré que l'appui à l'exécution apporté par le FIDA a contribué de manière très efficace à l'amélioration de la performance des projets, en particulier en termes de ciblage de la pauvreté, de problématique hommes-femmes et de S&E. Plus récemment, un appui à l'exécution a été apporté pour permettre la conduite (à la fin 2005) d'une enquête pilote sur le Système de gestion des résultats et de l'impact, et d'autres enquêtes sont prévues pour 2006. Un appui supplémentaire à l'exécution est toutefois encore nécessaire en vue de la mise en place de systèmes efficaces de S&E. Le FIDA continuera, en vue d'un renforcement de la gestion des projets, de se rapprocher des organismes et institutions d'exécution résolus à améliorer leur capacité de gestion (comme la PKSf, par exemple). Un sous-programme stratégique spécifiquement axé sur la problématique hommes-femmes a été inclus dans le COSOP afin de renforcer l'impact dans ce domaine.
- **Supervision.** À l'heure actuelle, la supervision de tous les projets est assurée par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets. Les résultats de l'expérience sont contrastés, mais la qualité des services reflète dans l'ensemble les ressources fournies. D'autres dispositions en matière de supervision – y compris la supervision directe – seront mises à l'essai dans de prochaines interventions si des occasions propices se présentent.

#### **G. Cadre indicatif de financement et programme de travail à horizon mobile**

49. Dans un souci d'harmonisation, le COSOP actuel couvre la période 2005-2010. Il est ainsi aligné sur le DSRP et l'UNDAF, et les influence. Qu'il s'agisse des prêts ou des dons, le niveau de financement que peut apporter le FIDA repose sur son SAFF. Un exercice initial de classement du SAFF pour le Bangladesh a été entrepris en octobre 2004. Il faisait suite à une consultation nationale approfondie, qui s'est achevée par une réunion de synthèse avec le Ministère des finances consacrée à un résumé descriptif consacré au secteur rural. Le classement du SAFF a été actualisé après une seconde consultation interne au pays, en janvier 2005. Les deux principales variables de performance aux niveaux du projet et du secteur rural sont: i) la notation PAR; et ii) l'évaluation du secteur rural. L'allocation initiale prévue pour le Bangladesh par le SAFF était de 16,55 millions de USD par an. En réalité, toutefois, comme le SAFF est réexaminé chaque année et qu'il dépend d'un certain nombre

d'autres variables, comme le volume global du programme de prêts du FIDA, il est possible que les engagements annuels du FIDA soient sensiblement supérieurs ou inférieurs à ce montant. Afin d'illustrer l'impact de la performance aux niveaux du projet et du secteur sur l'allocation annuelle, on a calculé un éventail de **scénarios hautement indicatifs**, présentés dans le tableau 2.

50. **Scénario indicatif à hypothèse basse.** Lorsque le calcul de la SAFP a été effectué pour la première fois au Bangladesh, la notation PAR était de cinq, signifiant qu'aucun des projets n'était classé comme "à risque". Le FIDA mène, en moyenne, cinq projets simultanément au Bangladesh. Si la performance dans l'exécution d'un projet décline au point que le projet tombe dans la catégorie "à risque", la notation PAR tombe à quatre. En ce qui concerne la performance du secteur rural, le Bangladesh avait reçu une note de 3,734 lors du premier calcul de la SAFP. Dans un scénario où les indicateurs clés de performance rurale se détériorent – par exemple dans les domaines de i) l'attitude du gouvernement vis-à-vis des organisations rurales; ii) l'accès à la terre, à l'eau et aux services de vulgarisation; ou iii) la performance en matière de gestion financière – la note de performance du secteur rural pourrait reculer d'encre 0,3 pour tomber à environ 3,434. Des changements négatifs dans la notation PAR et dans la note du secteur rural affecteraient l'allocation globale au Bangladesh, la réduction de sa valeur actuelle pouvant atteindre jusqu'à 19%.

51. **Scénario indicatif à hypothèse haute.** On peut illustrer, en utilisant les deux mêmes variables, un scénario hypothétique dans lequel les indicateurs de performance s'améliorent. Si la performance d'exécution d'un projet se maintient à un niveau élevé pendant deux ans ou plus, la notation PAR passera à six. En ce qui concerne le secteur rural, dans un scénario où les indicateurs clés de performance rurale sont en progrès – et font apparaître, par exemple, i) une amélioration sensible des possibilités de dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales; ii) un accès accru à la terre, à l'eau et aux services de vulgarisation; iii) des niveaux supérieurs de participation des femmes au sein des organisations rurales; iv) des progrès sur les questions de la décentralisation, de la gestion financière et de la transparence – la note de performance du secteur rural pourrait augmenter de 0,3 pour atteindre environ 4,034. Pris ensemble, ces changements dans la notation PAR et dans la note du secteur rural pourraient augmenter l'allocation globale au Bangladesh d'environ 20%.

52. **Illustration des incidences sur le programme de prêts.** On peut illustrer les incidences des scénarios SAFP décrits ci-dessus sur le développement des projets au Bangladesh en appliquant la formule et les modalités en vigueur du SAFP, en choisissant un prêt représentatif du FIDA au Bangladesh et en ne modifiant aucun autre facteur. Ce modèle produirait trois scénarios: un scénario à hypothèse basse, qui se traduirait par trois prêts pendant la période couverte par le COSOP, 2005-2010; un scénario à hypothèse médiane, qui se traduirait par quatre prêts au cours de la période; et un scénario à hypothèse de performance haute, qui se traduirait par cinq prêts.

**Tableau 2: Changements indicatifs dans le système d'allocation fondé sur la performance**

	Notation PAR	Note de performance du secteur rural	% de variation de l'allocation SAFP par rapport au scénario de référence
Baisse de 1 de la notation PAR, baisse de 0,3 de la note du secteur rural	4	3,434	-19
Baisse de 1 de la notation PAR	4	3,734	-14
Baisse de 0,3 de la note du secteur rural	5	3,434	-5
<b>Scénario de référence</b>	<b>5</b>	<b>3,734</b>	<b>0</b>
Hausse de 0,3 de la note du secteur rural	5	4,034	6
Hausse de 1 de la notation PAR	6	3,734	15
Hausse de 1 de la notation PAR, hausse de 0,3 de la note du secteur rural	6	3,434	20

### AGREEMENT AT COMPLETION POINT<sup>1</sup>

1. This document records an agreement between the International Fund for Agricultural Development (IFAD) and the Government of Bangladesh (GOB) on the recommendations of the IFAD country programme evaluation (CPE) in Bangladesh 1994-2004. It includes an introductory summary of the main findings and conclusions reached by the IFAD Office of Evaluation followed by a list of the evaluation recommendations found in the CPE report. After each recommendation is a description of the follow-up actions that the partners have agreed to adapt and implement.

#### **Overview of the Main Evaluation Findings**

2. One of the main strengths of Government/IFAD collaboration from 1994-2004 was the Government's performance with respect to macroeconomic policies that created a favourable environment for growth, complemented by investments in health and education that contributed to improvements in human development. Good project performance was attributed, in part, to these conditions. There was also close compatibility between the IFAD mandate and the prevailing government priorities for development and poverty reduction – as articulated in the Fourth and Fifth Five-Year Development Plans, and the *interim* Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP). This made the IFAD-financed programme quite relevant to country policies and rural conditions.

3. Nine loans providing project financing for a total of USD 118 million went mostly for area-based agricultural and rural development projects. Investments were primarily in infrastructure, microfinance and agricultural production, complemented by expenditure for community development and institution building. Projects tended to be slow to start and plagued by delays. Yet most were eventually effective, successfully achieving expected results in terms of physical and financial outputs. Overall, according to project monitoring and evaluation systems, the number of people who benefited from the projects was more than 130% of targets set in project design documents.

4. The programme had a positive impact at the household level on the people reached in terms of income, food security – in terms of the quantity and quality of food consumed - and ownership of fixed and other assets such as livestock, land and tube wells. More than half of all beneficiaries were rural women. Project designs explicitly targeted women. Activities like microfinance and livestock husbandry that suited their needs were included in project design and were followed through by project implementing agencies during implementation.

5. IFAD performance in strategy formulation was weak, at first lacking overall vision and later setting somewhat unclear goals and basing them on unrealistic assumptions. IFAD made only limited efforts to mobilize resources and develop working partnerships with others including NGOs. Approaches to selecting NGOs were poorly specified and roles they should perform were poorly conceived.

6. Good government macroeconomic policies and public sector investments in human development were contrasted by weak mid-level government performance in project start-up, aggravated by IFAD project design documents that made inadequate or unrealistic assumptions about start-up and implementation capacity. During project implementation, the Government had a very limited ability to respond in a timely fashion to changing conditions.

7. Too little information was available on the achievements that were made through the implementation of loans and grants in terms of technology development, innovation, replication and policy dialogue. Potential benefits were very probably foregone due to insufficient attention given by

---

<sup>1</sup> This Agreement reflects the understanding reached among key partners to adopt and implement recommendations stemming from the evaluation.

the Government and IFAD to sharing information with others or documenting and disseminating good practices.

8. Projects generally did not succeed in fostering viable community-based organizations, except in the case of some microfinance institutions and water management cooperative associations where mutually beneficial financial relationships or narrowly defined shared economic interests held members together.

9. A vibrant private sector now exists in agriculture and related enterprises in rural areas. IFAD and the Government have supported self-employed private sector producers through credit and training. There are now further opportunities to work with larger producers to harness their knowledge and networks to the benefit of the poor. These need to be further explored. There is also an important opportunity to reach those poor agricultural producers classified as marginal and small farmers. To date, these have had access to the microfinance services they need to achieve significant productivity gains. IFAD has experience working with these groups in technical training, and experience with other groups in microfinance service development. There is an opportunity to combine these two types of experience to find new ways to reach this subgroup of the rural poor to increase their incomes and contribute to rural economic growth.

### **Recommendations Agreed Upon by All Partners**

10. The CPE made eight recommendations. One recommendation covers the quality of the new COSOP that will contain the future strategy for cooperation between IFAD and the Government. Two cover major substantive areas where IFAD has already acquired experience that it can build upon to deepen the related policy dialogue and commit itself to developing sustainable approaches for replication and upscaling by the Government. These would be developed into strategic thrusts. Five further recommendations cover ways that operations could be improved to strengthen the overall quality of the results and impact of investments financed by IFAD in Bangladesh.

11. **Recommendation one: set clear strategic goals and specific attainable objectives.** The Government and IFAD should clearly define the strategic goals that they wish to obtain through collaboration. Their next cooperation strategy should identify a limited number of specific objectives that can reasonably be expected to be reached with the available resources and within the time period foreseen by the COSOP.

**Agreement by the partners:** The partners agreed that they will clearly state their overall goals and jointly select a **limited** number of objectives that they commit to reaching in collaboration, with **available** resources within a **specific time period**. These will be set down in the next IFAD COSOP for Bangladesh.

12. **Recommendation two: development of financial services to microenterprises and small and marginal farmers.** IFAD should continue its important new work in the Microfinance for Marginal and Small Farmers Project, (MFMSFP) developing financial service providers and products for agricultural **production** and for microenterprises in rural areas. Investments in this area should be accompanied by policy dialogue with responsible government agencies, partnership building with fellow development agencies, and knowledge dissemination in the local microfinance community. Projects should work **with established financial institutions** in order to leave institutions and services that will be sustained beyond project implementation periods.

**Agreement by the partners:** The partners agreed to adopt the development of financial services to microenterprises and small and marginal farmers as one of the main strategic thrusts of the future collaboration between the Government and IFAD. They agreed to consider, inter alia, working to develop loans with customized repayment terms and loan sizes, better

arrangements for savings, the possibility of insurance for livestock, and training and technical assistance for borrowers.

13. **Recommendation three: continue investment in infrastructure to provide economic benefits to the rural poor and employment to poorest.** IFAD should continue to **finance** rural infrastructure targeted for the poor. Tested participatory arrangements, such as labour contracting societies, should be used for **constructing** infrastructure to benefit the poorest through direct employment. Investments should focus on village and union level roads to serve poorer groups. Existing procedures to obtain beneficiary commitment to **operation and maintenance** of infrastructure should be applied and improved. Furthermore, beneficiaries should be involved in **site selection** and design as much as possible. Investments made should be accompanied by continued policy dialogue with the Government, building of partnership with concerned development partners, and dissemination of knowledge acquired to partners and other concerned parties in the country.

**Agreement by the partners:** The partners agreed that rural infrastructure to reduce rural poverty will be one of the main strategic thrusts of the future collaboration between the Government and IFAD. They agreed that the Government and IFAD will seek to collaborate with other financiers and institutions to see that infrastructure in rural areas serves the needs of poor, less advantaged and vulnerable groups. They agreed that the types of investments to be considered for financing could include, among others, landing centres for fishers, embankments surrounding large water bodies, village connector roads, village market improvement, small bridges and culverts on village roads, and re-excavation of village canals. They also agreed that employment of the poorest, including the use of labour contracting societies, will be envisioned wherever possible.

14. **Recommendation four: build partnerships to tap private sector know-how, networks and resources.** IFAD should work with the Government to help stimulate the **development of the private sector**, particularly the participation of poor small-scale producers in that development. IFAD should also help the Government to **build partnerships with selected private-sector operators** to tap their know-how, networks and resources. Ways of doing the latter might include: (i) briefing private-sector suppliers of inputs and services on planned project activities to make them aware of new upcoming input and output marketing opportunities; (ii) contracting more sophisticated private-sector operators in areas like seed supply to provide technical assistance and training to agricultural extension staff; and (iii) sponsoring joint applied research projects on topics not normally commercially attractive but identified by the poor as important for them. Similar approaches could be taken with private-sector agro-processing firms and even with banks and other private-sector suppliers of financial services.

**Agreement by the partners:** The partners agreed the new COSOP will include specific objectives for further assisting poor producers to participate in the development of the private sector in local rural economies. They also agreed that the new COSOP will favour the inclusion of efforts to build partnerships with the private sector in areas such as training, research and marketing in the context of IFAD-financed loans and grants. They agreed to gather more information about their own experiences and those of others in-country before expanding in this area. In terms of **developing the private sector** and the participation of the poor in that development, they agreed that they could explore the options of working with producer and consumer groups. In terms of **forming partnerships with the private sector**, they agreed that they could experiment in the areas of training for and by the private sector, joint trials, seed and other technology testing, marketing agreements and contract growing. They agreed that this could be done not only on a contract basis, but also with possible long-term relationships in mind.

15. **Recommendation five: set principles and procedures for NGO partnership.** IFAD and the Government should identify what kinds of partnerships with NGOs they feel would be most conducive to the achievement of their rural poverty-reduction objectives and what outcomes can best

be obtained through partnership with NGOs. They should consult with NGOs to learn their views on these questions. They should then **identify basic principles** for collaboration with NGOs and **outline transparent criteria and procedures** for approaching and selecting NGO partners, in particular for collaboration with NGOs in matters other than microfinance where well-functioning criteria and selection processes are already in place. These efforts should be made in consultation with the NGO Bureau and the recently established NGO Foundation.

**Agreement by the partners:** The partners agreed that the new COSOP will provide for the development of basic principles for collaboration with NGOs in Bangladesh, including transparent criteria and procedures for approaching and selecting NGO partners. To do this, IFAD will identify the kinds of partnerships with NGOs that will best contribute to their rural poverty-reduction objectives. It will also meet and discuss with a range of NGOs to learn their views on these questions. Principles, selection criteria and procedures will be agreed upon with the Government prior to their adoption. Partners agreed that these efforts should be made in consultation with the NGO Bureau and the NGO Foundation. They also agreed that eventual NGO selection should be job-oriented and transparent, with accountability on both the Government and the NGO side. They agreed that, in the selection process, considerable weight should be given to the ability of the NGO to sustain activities beyond the project period, especially in remote areas.

16. **Recommendation six: establish a permanent field presence in Bangladesh.** A formal IFAD presence in Dhaka should be established, particularly considering the size and relative importance of the country programme for IFAD. The exact nature of such a presence should be determined considering the potential and the need for an in-country representative to: (i) improve the efficiency and quality of the working relationship with the Government; (ii) support the implementation of ongoing projects, possibly including project supervision; (iii) contribute to the design of new loans and grants; (iv) facilitate important non-lending activities like the sharing of knowledge and information, policy dialogue, and resource mobilization; (v) improve understanding of in-country trend and conditions; and (vi) strengthen partnerships with fellow national and international development agencies.

**Agreement by the partners:** The partners agree to review the current arrangements of employing a Dhaka-based international consultant to facilitate IFAD operations in Dhaka. They agree to propose to management for approval an improved arrangement for IFAD in Bangladesh.

17. **Recommendation seven: finance communications and knowledge components in all projects.** Specific plans for managing and communicating knowledge and information should be made part of each project. To get the most benefit out of IFAD-financed investments, projects should set objectives and priorities for outreach. They should then actively document and disseminate knowledge to partners according to those objectives and priorities. In addition, more information on project costs, expenditures and procurement should be made available to the public to increase transparency and accountability.

**Agreement by the partners:** The partners agreed to include investments and activities in all future projects to undertake communications and knowledge outreach. They agreed to use all means, including information technology wherever feasible, to make information on project costs, expenditures and procurement available to the public wherever IFAD and government regulations permit.

18. **Recommendation eight: reduce opportunities for corruption in relation to projects.** Although IFAD has taken some steps to mitigate corruption including implementation of audit log procedure and use of NGOs approved by the government agency known as the Palli Karma-Sahayak Foundation (PKSF), additional steps are needed. Two such steps are described in above



recommendations. They are: (i) better IFAD procedures and criteria for selecting NGO partners that are not microfinance institutions and thus not suitable for the application of PKSF criteria; and (ii) establishment of communications components to disseminate information to the public. In addition, IFAD should carefully check cost estimates in project designs and budgetary allocations in implementation plans. IFAD and its cooperating institutions should obtain timely compliance with existing reporting requirements and impose sanctions for non-compliance. IFAD loan agreements should call for all financial, procedural, administrative and technical information related to project design and implementation to be made available to the public.

**Agreement by the partners:** The partners agreed to take the following steps to reduce opportunities for corruption in relation to IFAD projects: (i) implement IFAD audit log procedure in all projects; (ii) use only government-approved NGOs in microfinance activities; (iii) establish and apply NGO selection criteria and procedures for other activities; (iv) establish communications activities, as agreed above in recommendation seven, to make information available; (v) carefully check cost estimates in project design documents and budgetary allocations in implementation plans; and (vi) ensure full compliance with existing report and audit commitments with use of sanctions in cases of non-compliance.

APPENDIX 1

COUNTRY DATA

BANGLADESH

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 2003 1/</b>	130	<b>GNI per capita (USD) 2003 1/</b>	400
<b>Total population (million) 2003 1/</b>	138.1	<b>GDP per capita growth (annual %) 2003 1/</b>	3.4
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 2003 1/</b>	1 061	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2003 1/</b>	6
<b>Local currency</b>	Taka (BDT)	<b>Exchange rate: USD 1 =</b>	BDT 63
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1997-2003 1/	1.7	GDP (USD million) 2003 1/	51 914
Crude birth rate (per thousand people) 2003 1/	28	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1983-1993	3.8
Crude death rate (per thousand people) 2003 1/	8	1993-2003	5.1
Infant mortality rate (per thousand live births) 2003 1/	46	Sectoral distribution of GDP 2003 1/	
Life expectancy at birth (years) 2003 1/	62	% agriculture	22
Number of rural poor (million) (approximate)	n/a	% industry	26
Poor as % of total rural population	n/a	% manufacturing	16
Total labour force (million) 2003 1/	70.8	% services	52
Female labour force as % of total 2003 1/	43	Consumption 2003 1/	
<b>Education</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	5
School enrolment, primary (% gross) 2003 1/	96 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	77
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2003 1/	59 a/	Gross domestic savings (as % of GDP)	18
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita	n/a	Merchandise exports 2003 1/	6 942
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2003 2/	45 a/	Merchandise imports 2003 1/	9 476
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2003 2/	48 a/	Balance of merchandise trade	-2 534
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2003 1/	3 a/	before official transfers 2003 1/	-3 382
Physicians (per thousand people)	0 a/	after official transfers 2003 1/	183
Population using improved water sources (%) 2002 2/	75	Foreign direct investment, net 2003 1/	102
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a	<b>Government Finance</b>	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2002 2/	48	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2003 1/	0
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP) 2003 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2003 1/	20	Total external debt (USD million) 2003 1/	18 779
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2003 1/	1 775 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2003 1/	25
Food production index (1999-01=100) 2003 1/	106	Total debt service (% of exports of goods and services) 2003 1/	6
Cereal yield (kg per ha) 2003 1/	3 500	Lending interest rate (%) 2003 1/	16
<b>Land Use</b>		Deposit interest rate (%) 2003 1/	8
Arable land as % of land area 2003 1/	62 a/		
Forest area as % of total land area 2003 1/	10 a/		
Irrigated land as % of cropland 2003 1/	55 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2005

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2005

## LOGICAL FRAMEWORK

Goal	Upscaling and Policy Change Indicators	Means of verification	Risks and assumptions
Development partners (Government, donors, NGOs, private sectors) adopt and upscale successful innovations and reduce poverty in line with MDG and PRSP targets.	1) Expenditure plans of government, donors, NGOs, and, private sector; 2) Policies changed in response to successful innovation as follows: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Decentralised, integrated and participatory approach to agricultural extension institutionalised by Government.</li> <li>• New financing mechanisms and sources of market and technical support rural entrepreneurs institutionalized with supportive regulatory framework</li> <li>• Local Government rules established to permit greater private and community participation in markets and other rural infrastructure</li> <li>• New rules established by Government for access to waterbodies in favour of fishing communities</li> <li>• Policy reform improves women's rights to property.</li> </ul> 3) Selected MDG/PRSP indicators	Governments budgetary plans Donor plans and strategy documents Reports on NGOs and private sector Policy statements of government agencies  UNDP reports or MDG/PRSP monitoring reports.	The process of upscaling is successful with high impact on poverty. Donors/GoB/NGOs etc. agree to upscale successful innovations Harmonization and PRSP implementation process can adapt to cater for upscaling successful innovations.
<b>Purpose</b>	<b>Indicators</b>		
Successful innovative approaches reduce poverty incidence in pilot areas.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Households with improved food security</li> <li>• Child malnutrition reduced</li> <li>• Asset ownership increased</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme reports</li> <li>• Impact Assessments</li> <li>• M&amp;E reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Government, donors, private sector and implementing agencies are responsive to upscaling successful new ideas.</li> </ul>
<b>Outputs</b>	<b>Sub-programme Level Indicators</b>		
<b>Output – Sub-programme 1 (re. PRSP Strategic Block II)</b> Increased availability of new agricultural technologies for “small farmers”.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ No. of farmers (m/f) receiving support for new agricultural technologies, &amp; adopting new methods</li> <li>▪ No. of farmers (m/f) reporting increased crop, livestock and fish productivity.</li> </ul>	Programme results and impact reports       Knowledge products for lobbying GOB, donors etc.	Government agrees to pilot new ideas for management and funding of public services. Private sector responsive to partnership opportunities
<b>Output – Sub-programme 2 (re. PRSP Strategic Blocks I &amp; II)</b> Increased access to markets and innovative financial services for “Small rural entrepreneurs”	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ No. of enterprises accessing financial and marketing services</li> <li>▪ Numbers of enterprises established or expanded</li> <li>▪ Partnerships with private sector established (no. &amp; scale)</li> <li>▪ Employment and self-employment (m/f) created</li> </ul>		Government agrees to piloting changes in the regulatory framework which encourages prudent financial practices but does not prevent growth and innovation in the micro-finance sector
<b>Output – Sub-programme 3 (re. PRSP Strategic Block II &amp; III)</b> Innovations in pro-poor infrastructure development supported in disadvantaged regions (benefiting the “extreme poor”)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ No. and amounts of infrastructure developed</li> <li>▪ Employment created for women through work on infrastructure construction</li> <li>▪ No. of community &amp; private organisations participating in infrastructure provision.</li> </ul>		Government prepared to pilot reformed regulations concerning ownership and leasing of public markets.
<b>Output – Sub-programme 4 (re. PRSP Strategic Block II)</b> Increased access to common property resources for the rural poor	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Number of poor and disadvantaged households getting access to common property (land &amp; water).</li> <li>▪ No. of CBOs established with legal frameworks to ensure sustainable access to common property resources</li> </ul>		Government responsive to proposals for piloting changes in the draft National Fisheries Policy and reforms procedures for allocation of <i>khas</i> land
<b>Output – Sub-programme 5 (re. PRSP Strategic Block I)</b> Increased access to economic opportunities for “women”	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ No. of women establishing and managing enterprises,</li> <li>▪ No. of women getting ownership of land and productive assets</li> <li>▪ No. of women reporting increased mobility, control of household financial resources and participation in household decisions.</li> </ul>		Implementing agencies prepared to give a greater priority to the needs and potential of women

*Italics* for PRSP/PBAS links and Underlined for target groups

**COSOP TARGET GROUP**

<b>Typology</b>	<b>Poverty Level And Causes</b>	<b>Coping Actions</b>	<b>Priority Needs</b>	<b>Support from Other Initiatives</b>	<b>COSOP Response</b>
<b>Extreme poor with productive potential</b>	<b>Extreme</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Under 1,800 kcals/head/day</li> <li>• Few assets (poultry)</li> <li>• No land or only 0.05 acres</li> <li>• Floating population and migrants</li> <li>• Victims of natural disasters not yet resettled</li> <li>• Little access to credit (even informal)</li> <li>• Few economically active household members</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Search for temporary employment and accommodation</li> <li>• Domestic service</li> <li>• Scavenge food, fuel and fish</li> <li>• Sell possessions (cooking utensils) at time of hardship</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Employment</li> <li>• Food assistance</li> <li>• Homestead</li> <li>• Limited self employment</li> <li>• Health, nutrition support</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Employment generation such as WFP food-for-work and LGED labour contracting societies</li> <li>• Food transfers such as vulnerable group development</li> <li>• Housing / settlement programmes such as Ardasha Gram..</li> <li>• Target group for BRAC Targeting the Ultra Poor Programme giving income support, grants, intensive training and social support.</li> <li>• Target group PKSF's Financial Services for the Poorest project.</li> <li>• Limited participation in micro-credit but for income generating activities still limited by lack of assets and household labour, high drop-out rate.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Target group for employment on labour intensive rural infrastructure works</li> <li>• Fishers often in this category – may benefit from improved access to common property fishing resources</li> <li>• Other projects may enable access to land and micro-credit for this group.</li> <li>• This group will also benefit from employment on farms and rural and peri-urban enterprises supported by future programmes.</li> </ul>
<b>Small farmers/ entrepreneurs</b>	<b>Vulnerable</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Small farmers vulnerable to agricultural disasters</li> <li>• Debt burden</li> <li>• Lack access to bank credit and NGO microfinance</li> <li>• Low profitability of farming</li> <li>• Lack access to markets etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Migration</li> <li>• Credit from relatives and moneylenders, mortgage land</li> <li>• Some join NGO micro-credit groups</li> <li>• Livestock</li> <li>• Small businesses</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agricultural development</li> <li>• Small business promotion</li> <li>• Health</li> <li>• Education</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agricultural extension programmes</li> <li>• Some participate in NGO micro-credit programmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Small and marginal farmers are target group for agricultural technology support.</li> <li>• Small rural entrepreneurs target group for enterprise development</li> </ul>

## RURAL POVERTY AND SECTOR ISSUES

Priority Area	Major Issues	Actions Needed
<b>Rural Poverty</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Around half the rural population lives below the poverty line, landlessness is increasing and 16% can be classed as extreme poor.</li> <li>• Rate of economic growth is still below that needed to have a significant impact in terms of poverty reduction, especially as inequity is increasing.</li> <li>• Vulnerability to natural disasters.</li> <li>• Hard-core poor have few assets, are highly vulnerable and tend to be excluded from development efforts.</li> <li>• Lack of finance and poor public sector performance.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Create wage employment and non-land based self-employment including livestock enterprises.</li> <li>• Adopt policies for pro-poor economic growth – e.g. (i) rural sector (farm and non-farm); (ii) small and medium manufacturing enterprises; (iii) rural electrification, roads and other infrastructure; and (iv) communications and information technologies.</li> <li>• Build physical protection where appropriate.</li> <li>• Support human development for the poor (education, health, nutrition) and implement programmes targeted at the hard-core poor, together with safety nets and social protection for those hard-core poor unable to benefit from development programmes.</li> <li>• Reform public sector and create partnerships with NGOs and the private sector.</li> </ul>
<b>Rural Finance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formal sector banks perform badly and are not accessible to the poor.</li> <li>• Informal credit systems limited and/or exploitative.</li> <li>• Strong NGO micro-credit sector, but focus on moderately poor landless households in more accessible areas.</li> <li>• NGO programmes not effective in reaching hard-core poor.</li> <li>• Limited access to credit for marginal and small farmers, and small rural entrepreneurs from either banks or NGOs</li> <li>• NGO-MFI sector does not provide full savings services.</li> <li>• Lack of formal regulatory framework, and pressures to cap interest rates.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Continue efforts to reform banking sector.</li> <li>• Continue to develop NGO microfinance including loans for small farmers, small and medium enterprises, savings services and the mechanism for channelling donor funds to NGOs.</li> <li>• Extend microfinance services for the “missing middle (farmers and small entrepreneurs)</li> <li>• Develop mechanisms to enable microfinance to reach the hard-core poor.</li> <li>• Support expansion of innovative and well managed small and medium NGO-MFIs</li> <li>• Develop an appropriate regulatory framework for microfinance.</li> </ul>
<b>Agriculture</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Increasing rice production has reduced prices, squeezing farm income.</li> <li>• However rate of increase in rice production is only just above rate of population increase, so limited scope to switch land to other crops and also maintain self-sufficiency (and so low rice prices for the landless poor)</li> <li>• Increase in rice production also limited by areas unsuitable for high-yielding varieties (deep flooded, saline) and ultimately by limited irrigation water.</li> <li>• Production of vegetables and fruit increasing in response to rising demand, but productivity levels still low, and market channels restricted</li> <li>• Public sector support services both poorly developed and costly to sustain.</li> <li>• Private sector linkages limited by lack of commercialisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Increase the productivity of rice crops via a combination of improved technology, more efficient use of inputs and access to credit for small and marginal farmers</li> <li>• Introduce new commercial linkages to support non-rice crops – such as contract farming</li> <li>• Build rural infrastructure (roads, markets, communications) to improve access to markets.</li> <li>• Develop public-private-NGO partnerships to support the agricultural sector. Rationalise role of public sector on grounds of cost-effectiveness</li> <li>• Enabling environment to encourage private sector investment – including viable agricultural credit systems and capital for SME investment in agri-business</li> </ul>
<b>Livestock Production</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Increasing human population pressure and intensity of food cropping are squeezing traditional bovines out of the farming system.</li> <li>• Small stock (goats, sheep, poultry) appropriate for farmers with no</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Support mechanisation and switch of bovines from draught power to milk and meat production.</li> <li>• Promote improved small stock production systems appropriate to the resources and needs of poor households.</li> </ul>

Priority Area	Major Issues	Actions Needed
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• or minimal land, but constrained by disease and low productivity.</li> <li>• No village level animal health and production services.</li> <li>• Limited markets for fresh milk in major cities (competition from imported powder, especially for tinned condensed milk).</li> <li>• Weak epidemiology and control of trans-border infectious diseases such as PPR – and real risk of bird flu.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Train and support village livestock fieldworkers.</li> <li>• Continue to support milk processing for urban markets, but avoid increasing production ahead of market demand.</li> <li>• Develop public sector capacity for disease monitoring and control via a State Veterinary Service.</li> </ul>
<b>Fisheries</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Capture fisheries declining due to overfishing, and the impact of drainage and flood control works</li> <li>• Leasing system means poor fishing communities lack access to productive water bodies, and leaseholders lack incentives to invest in increasing catches.</li> <li>• Fishers (both coastal and inland) lack access to capital and markets.</li> <li>• Aquaculture developing rapidly, but very poor households lack access to ponds.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appropriate systems for management of inland fishing, including secure access for genuine fishing communities and incentives for improved management.</li> <li>• Ensure fishers get access to appropriate and sustainable sources of capital.</li> <li>• Improve market linkages</li> <li>• Develop and promote aquaculture systems for those with little land and minimal pond areas.</li> </ul>
<b>Gender</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Women have low status and are significantly disadvantaged</li> <li>• Increasing participation in agriculture – but work often of low status</li> <li>• Low levels of education, skills and poor understanding of potential.</li> <li>• Limited access to assets and employment opportunities.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promote employment and self-employment for women through access to credit.</li> <li>• Enhance education, literacy and skill training.</li> <li>• Improve provision of water, power supplies and health services.</li> <li>• Increase awareness amongst men and women regarding gender issues and legal rights.</li> </ul>
<b>Community Development</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poor rural social and economic infrastructure.</li> <li>• Inadequate housing, water and power supply, sanitation and educational and health provision.</li> <li>• Lack of community ownership/sustainability of communal infrastructure.</li> <li>• Dependency syndrome from Government/political ethos.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Specific investment in critical infrastructure: especially water and electricity supply, schools and clinics.</li> <li>• Build community organizations and their capacity for self-reliance.</li> <li>• Involve communities supported by NGOs participatory identification, planning and management of rural infrastructure, facilities and services.</li> </ul>

ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED

Agency	Priority sectors and areas of focus	Period of current country strategy	Complementarity/Synergy Potential	
<b>World Bank</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Human development (education, health, nutrition)</li> <li>Rural development (agriculture, rural infrastructure, non-farm sector)</li> <li>Private sector development</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>2001-2004</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Agriculture:</b> WB and IFAD are active members of the Local Consultative Group on Agriculture, which is currently chaired by the Bank. IFAD and the WB are currently jointly preparing a programmatic re-engagement in the agricultural sector (entitled the National Agricultural Technology Programme - NATP).</li> <li><b>Microfinance:</b> WB and IFAD are active members of the Local Consultative Group on Finance, currently chaired by the Bank. WB and IFAD are both actively supporting the PKSF microfinance programme. This long term institutional support is likely to continue in the future.</li> </ul>	
<b>Asian Development Bank</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promoting Sustainable Economic Growth                             <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Agriculture and Natural Resources</li> <li>b. Transport and Communications</li> <li>c. Energy</li> <li>d. Financial Sector (including SMEs)</li> </ul> </li> <li>Fostering Social Development                             <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Education</li> <li>b. Urban Water Supply, Sanitation, and Urban Development</li> <li>c. Health</li> </ul> </li> <li>Good Governance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>2006-2010</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Agribusiness:</b> Both AsDB and IFAD are actively supporting agri-business development in Bangladesh. There are opportunities for sharing of lessons on the experience gained in this field. Given IFAD's future focus on rural entrepreneurs in the new country strategy, there may be opportunities to cofinance future agribusiness programmes should suitable opportunities arise.</li> <li><b>Rural infrastructure (transport, water resources):</b> IFAD and AsDB have had a long term partnership in support of LGED rural infrastructure programmes in Bangladesh. This partnership could continue in the future should suitable opportunities arise.</li> </ul>	
<b>Japan (JICA / JBIC)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Agricultural/rural development;</li> <li>Education;</li> <li>Health</li> <li>Arsenic contamination countermeasures program</li> <li>Electricity</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Roads and bridges</li> <li>Information and communications technology</li> <li>Environment (air pollution countermeasures and waste disposal);</li> <li>Private-sector development (export industries);</li> <li>Disaster countermeasures.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>From 2000</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Infrastructure:</b> IFAD and Japan have had a long term partnership in support of LGED rural infrastructure programmes in Bangladesh. This partnership could continue in the future should suitable opportunities arise.</li> <li>Recent discussions between JICA, JBIC and IFAD have focused on possibilities to share lessons on haor/char development, microfinance, and crop sector development/diversification.</li> </ul>
<b>DFID (UK)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pro-poor growth</li> <li>Human development</li> <li>Women's advancement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Social protection</li> <li>Participatory governance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>2003 to 2006</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Access to common property resources:</b> IFAD and DFID have a long term ongoing partnership in the fisheries sector through jointly financing the Community Based Fisheries Management Programme. This partnership might continue in the future should suitable opportunities arise.</li> <li><b>Micro-finance:</b> DFID and IFAD are both active members of the LCG on finance and both institutions are planning to work together in support of a new microfinance innovation programme entitled PROSPER.</li> <li><b>Small enterprise development:</b> DFID is currently funding a programme entitled KATALYST which supports business development services in Bangladesh. Given IFAD's future focus on rural entrepreneurs, there may be opportunities to work together in support of agribusiness programmes, should suitable opportunities arise.</li> </ul>
<b>USAID</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Health</li> <li>Food security for vulnerable groups</li> <li>Improved management of open water and forest resources</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Growth of agribusiness and small business</li> <li>Strengthening institutions for democracy</li> <li>Improved performance of energy</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>2000 to 2010</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Access to common property fishery resources:</b> Both IFAD and USAID have supported community based fisheries projects (MACH, CBFM) for many years in Bangladesh and there are opportunities for sharing of lessons between the two institutions.</li> <li><b>Small enterprise development:</b> USAID has been supporting private sector</li> </ul>

		sector		development and agribusiness development for many years. Given IFAD's future focus on rural entrepreneurs in the new country strategy, there may be opportunities to work together in this sector.
<b>DANIDA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agriculture (including rural roads)</li> <li>• Water and sanitation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Human rights, democracy and good governance</li> <li>• Local grant authority</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2005 to 2009</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Agriculture</b> : DANIDA and IFAD have been supporting agricultural development in Bangladesh for many years. This is likely to continue through DANIDA's new ASPs II and the IFAD/WB financed NATP. There will be major opportunities for cooperation and lesson sharing between these new programmes.</li> <li>• Recent discussions between IFAD and DANIDA have focused on possible cooperation in the southern chars, with links between IFAD's Market Infrastructure Development Project and DANIDA's new ASPs II.</li> </ul>
<b>Netherlands</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Health</li> <li>• Education</li> <li>• Water</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Infrastructure related to the water sector:</b> Netherlands, AsDB and IFAD have a long term partnership in the small-scale water resource sector. This partnership could continue should suitable opportunities arise.</li> <li>• <b>Chars:</b> There is an ongoing co-financing partnership between Netherlands and IFAD in support of poverty reduction in the southern chars of Bangladesh. This partnership will likely continue for the next 7 years.</li> </ul>
<b>CIDA (Canada)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Health</li> <li>• Education</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Governance</li> <li>• Private sector development (including SME, agriculture)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2003-2008</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Micro-finance</b> : CIDA and IFAD are both active members of the LCG on finance and both institutions are planning to work together in support of a new microfinance innovation programme entitled PROSPER.</li> </ul>
<b>SDC (Switzerland)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non Formal Education</li> <li>• Micro and Small Enterprise Promotion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sustainable Land Use</li> <li>• Local Governance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2003-2007</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Micro-finance:</b> SDC and IFAD are both active members of the LCG on finance and both institutions are planning to work together in support of a new microfinance innovation programme entitled PROSPER.</li> <li>• Both IFAD and SDC have prioritized working in the north-eastern district of Sunamganj. There are opportunities to coordinate implementation approaches in this district, for example work through the same community groups.</li> </ul>
<b>SIDA (Sweden)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Social development (health, education, gender equality, access to social services)</li> <li>• Democracy, local government, economic development</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2002 to 2005</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Microfinance:</b> SIDA and IFAD are both active members of the LCG on finance and both institutions are planning to work together in support of a new microfinance innovation programme entitled PROSPER.</li> </ul>



## STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS

Organisation	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
<b>LGED</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Outreach – engineering capacity in all upazilas</li> <li>• Capacity to implement large rural infrastructure projects</li> <li>• Interface with local government</li> <li>• Efficient management</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Centralised management</li> <li>• Problems with some quality control at widely scattered work sites</li> <li>• Large number of projects stretch management resources</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Increasing appreciation of socio-economic factors</li> <li>• Willingness to broaden scope of activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintaining quality of management</li> </ul>
<b>PKSF</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Government owned, but fully autonomous.</li> <li>• Has about 200 partner NGOs</li> <li>• Established procedures for selecting and on-lending, and monitoring NGOs.</li> <li>• Strong management, committed to developing microfinance sector.</li> <li>• Significant financial resources</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PO capacity building focuses on financial management – less emphasis on social sector and group management issues</li> <li>• Need to widen coverage, both to include more very poor, farmers and rural and peri-urban enterprises.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilise proven funding mechanism to provide credit in areas where there is an unmet demand.</li> <li>• Can help POs to provide additional services to support group members.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risk that government will not continue to allow full autonomy and will wish to influence loan terms and conditions.</li> <li>• Expansion may stretch management resources</li> </ul>
<b>Large NGOs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Have significant financial, human and physical resources</li> <li>• Able to provide a “one stop” service with credit, training, input supply and marketing services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lack flexibility to adjust to needs of beneficiaries, bureaucratic.</li> <li>• Danger of unfair competition in commercial activities</li> <li>• Not accountable to members nor to shareholders</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Develop new pro-poor activities and services</li> <li>• Use commercial activities to subsidise social services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relations with government can be difficult if seem as an “alternative state” or seen to support a political party.</li> </ul>
<b>Medium and small NGOs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Local presence and knowledge of local circumstances.</li> <li>• Source of innovation in terms of approaches and services.</li> <li>• Willing to participate in partnerships with government and donors.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limited outreach compared with large NGOs (which provide 75% of all micro-credit).</li> <li>• Some have ill-designed social programmes and commercial ventures with little poverty impact.</li> <li>• Some have weak management and limited technical knowledge.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PKSF is developing capacity of selected local NGOs.</li> <li>• Interested in developing expertise to providing support to complement micro-credit.</li> <li>• Potential for expansion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• In the long-term unable to compete with large NGOs such as BRAC and Association for Social Advancement without continued external assistance.</li> </ul>
<b>Department of Agricultural Extension</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Skilled manpower.</li> <li>• Countrywide mandate</li> <li>• Staff posted at village level</li> <li>• Experience of working with NGOs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limited budget for operations – have to rely on projects for funding</li> <li>• Poor M&amp;E capability.</li> <li>• Staff lack incentives and motivation</li> <li>• Bureaucratic – slow decision making, inflexible</li> <li>• Few women staff</li> <li>• Difficult to sustain own extension groups.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Linking to NGO groups can provide a technical knowledge to a receptive audience</li> <li>• Integrate support for crops with livestock and fish at the local level.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Slow pipeline of new projects – may mean field activities are much reduced.</li> <li>• Little recent recruitment (only now recruiting BS). Staff are ageing, and becoming technically out of date except where project support.</li> </ul>
<b>Directorate of Livestock Services</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Skilled manpower.</li> <li>• Countrywide mandate.</li> <li>• Top management supportive of the smallholder approach to livestock development and poverty alleviation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limited outreach as no staff below upazila level.</li> <li>• Limited budget for operations (transport, medicine, training).</li> <li>• Poor M&amp;E capability.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Control of contagious diseases and public health issues likely to become increasingly important.</li> <li>• Linking to NGOs, CBOs and private sector</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inertia and vested interests may cause DLS to delay privatisation and commercialisation.</li> <li>• Private sector including NGOs will be seen as competition</li> </ul>
<b>Department of Fisheries</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Skilled manpower, proven capacity for aquaculture training</li> <li>• Countrywide mandate.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limited outreach as no staff below upazila level.</li> <li>• Limited budget for operations (transport, medicine, training).</li> <li>• Poor M&amp;E capability.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Linking to NGOs, CBOs and private sector</li> <li>• Draft new Fisheries Policy provides opportunities for CMFM.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Private sector including NGOs will be seen as competition</li> </ul>
<b>Private sector</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsive to new market opportunities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Small scale local businesses lack technical capacity and access to capital</li> <li>• Larger scale agri-business may by-pass small farmers and rural businesses</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Linking the modern and commercial sector to farmers and rural and peri-urban enterprises</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lack of an enabling environment (financial, legal) for the private sector to thrive</li> </ul>

**IFAD’S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME**

The proposed opportunities in the present COSOP are fully in line with the three strategic objectives of IFAD:

IFAD Strategic Objective	COSOP Opportunity
Strengthening the capacity of the rural poor and their organizations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Small farmer groups for technology and marketing.</li> <li>• Micro-finance/micro-entrepreneurs groups accessing financial services and markets.</li> <li>• Extreme poor groups (comprised as labour contracting societies, or waterbody user groups).</li> <li>• Strengthening women’s groups.</li> </ul>
Improving equitable access to productive natural resources and technology	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Access to agricultural technology for small farmers.</li> <li>• Access to CPRs for the extreme poor.</li> </ul>
Increasing access to financial services and markets	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Access to financial services and markets for micro-entrepreneurs.</li> <li>• Supporting women’s access to financial services and markets.</li> </ul>

They also correspond to the broad objectives of the Regional Strategy for Asia and the Pacific: IFAD support focuses on the more marginal areas in Bangladesh, and enhances women’s capabilities, both main thrusts of the Regional Strategy.